



\$10

HIVER 2022

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

**Dans Profil:**

Mary Clancy, l'hon. Tony Clement,  
Judy Wasylycia-Leis, l'hon. Eleni  
Bakopanos... et le levain de  
l'hon. Ione Christensen!

**Résidences officielles**

**Entendu sur la Colline**

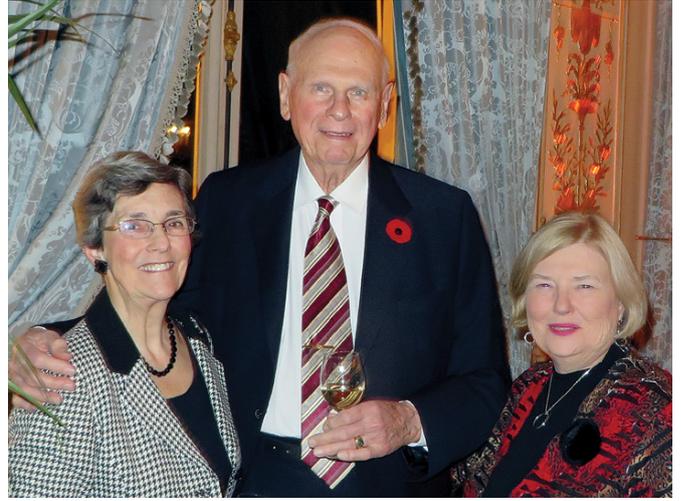
Le magazine Frank et The Hill Times

PM 40027604

# Se souvenir des bons moments (Avant COVID-19)



*L'hon. Peter Milliken, l'hon. Mary Collins, Doug Fee et l'hon. Roy Cullen à la réunion régionale de Victoria.*



*Sandra Hellyer, l'hon. Paul Hellyer et Dorothy Price, en Normandie.*



*L'hon. Jim McGrath, Doug Rowland et l'hon. Roger Simmons à la réunion régionale de Terre-Neuve.*



*Léo Duguay, Alexa McDonough, l'hon. Audrey McLaughlin et l'hon. John Buchanan.*



*Le bibliothécaire parlementaire, William Young, le très hon. Stephen Harper, le président Barack Obama et l'hon. Peter Milliken.*

# Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 17, Numéro 2

Hiver 2022

## TABLE DES MATIÈRES

Se souvenir des bons moments .....2, 39	Qui est Frank? L'histoire du magazine Frank..... 19 Par Hannah Judelson-Kelly
Jour du Souvenir.....4	Qui est à l'origine des paroles mémorables prononcées par nos premiers ministres? ....20 Par Gina Gill Hartmann
Votre organisation .....5	Le rôle des médias dans les élections mérite un examen approfondi.....21 Par l'hon. Bill Blaikie
Rapport de la présidente.....6 Par Dorothy Dobbie	Parfois, un journal, ça peut parler de choses difficiles à digérer... .....22 Par Jim Creskey
Le retour du programme Du Parlement au campus.....6 Par Hannah Judelson-Kelly	Le bloc commercial transpacifique se porterait mieux sans la Chine.....23 Par l'hon. David Kilgour and David Matas
Le programme de stage parlementaire amène les jeunes sur la Colline et une vie de politique .....8 Par Gina Gill Hartmann	Ma vision des choses .....24 Par Dorothy Dobbie
Du Sénat à la cuisine ..... 10 Par Gina Gill Hartmann	Au revoir, Céline.....25 Par Dorothy Dobbie
L'autre résidence du premier ministre..... 11 Par Hannah Judelson-Kelly	Rencontrez Isabelle Chénier, nouvelle employée de l'ACEP .....25
Comment Rideau Cottage est devenue la résidence du premier ministre ..... 12 Par Hannah Judelson-Kelly	La démocratie et les leçons tirées de l'Afghanistan.... 26 Par l'hon. David Kilgour
Une ferme pas comme les autres..... 13 Par Hannah Judelson-Kelly	Bibliothèque : L'idée du Canada.....27 Revu par Ty Bradley
L'honorable Eleni Bakopanos, championne de la cause des femmes..... 14 Par l'hon. Sue Barnes	Bibliothèque : Canadiens extraordinaires .....28 Revu par Hannah Judelson-Kelly
Une grande réforme du mode de scrutin est nécessaire pour répondre aux besoins modernes..... 15 Par Lise Bourgault	Bibliothèque : Je crois que vous avez tort .....29 Revu par Ty Bradley
Franche, mais bien-aimé, Mary Clancy ..... 16 Par Ty Bradley	Un dernier hommage à ceux qui nous ont quittés .....30 Par Ty Bradley, Gina Gill Hartmann, et Hannah Judelson-Kelly
L'hon. Tony Clement ..... 17 Par Ty Bradley	Le mot de la fin.....38 Par l'hon. Bill Blaikie
La démocratie en péril ..... 18 Par l'hon. Frank Oberle	



*Vue depuis le patio du Château Laurier.  
Photo : Dorothy Dobbie.*

**Rédactrice en chef**  
Dorothy Dobbie

**Rédactrice adjointe**  
Gina Gill Hartmann

**Stagiaires à la rédaction**  
Ty Bradley, Hannah Judelson-Kelly

**Comité de rédaction**  
Dorothy Dobbie, l'hon. David Kilgour,  
Derrek Konrad, Lynn McDonald,  
l'hon. John Reid

**Comité de rédaction émérite**  
L'hon. Jim Fleming, Claudy Lynch,  
Keith Penner, Doug Rowland

**Collaborateurs**  
L'hon. Sue Barnes, l'hon. Bill Blaikie,  
Lise Bourgault, Jim Creskey,  
Dorothy Dobbie, l'hon. David Kilgour,  
David Matas, l'hon. Frank Oberle

**Adjoints à la production**  
Isabelle Chénier, Céline Brazeau Fraser,  
Carina Legault-Meek, Susan Simms,  
Karl Thomsen

**ISSN 1920-8561**

Produit de courrier des publications  
canadiennes Contrat de vente numéro:°  
40027604

**Notre mission**

Suite à la Colline, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de Suite à la Colline vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions. C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), Canada K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764; télécopieur : 613-947-1764; courriel : exparl@parl.gc.ca. Site Web : www.exparl.ca.

JOUR DU SOUVENIR



*L'hon. Jim Munson a représenté l'ACEP et a déposé une couronne lors de la cérémonie du jour du Souvenir au Monument commémoratif de la guerre du Canada, le 11 novembre 2021. M. Munson a pris sa retraite du Sénat l'été dernier et, cet automne, il s'est joint au conseil de la Fondation pour l'éducation. de l'ACEP. Crédit photo : Carina Legault-Meek.*

## Le programme du Parlement au campus prend de l'ampleur

Notre première série de conférences a eu lieu dans le cadre du programme « Du Parlement au Campus », et voici quelques-uns des nombreux commentaires que nous avons reçus. Merci à Shannon Sampert d'avoir pris en charge ce programme et de l'avoir si bien géré.

### Robert Sopuck a fait bonne impression

Nous avons eu un cours très intéressant avec l'ancien député Robert Sopuck. Le courriel de l'un de mes étudiants ci-dessous vous donne une idée de l'expérience :

« Je souhaite simplement vous faire part de mes commentaires concernant le conférencier invité d'hier. Le cours d'hier a été l'un des plus intéressants et des plus agréables auxquels j'ai assisté pendant mes études à l'Université Carleton. En tant que personne très à gauche sur le plan politique, j'ai été ravi d'entendre les opinions de M. Sopuck. Ce n'est pas souvent que nous, les étudiants universitaires, avons l'occasion de voir à l'extérieur de notre bulle, et je crois que les discussions avec des gens comme M. Sopuck sont l'une des meilleures façons de nous préparer au monde extérieur en tant qu'étudiants en sciences politiques et dans des domaines connexes.

Je recommanderai certainement à l'avenir d'inviter des conférenciers comme lui dans les cours, car je pense que c'est une façon intéressante de stimuler la discussion et le débat, étant donné que la plupart des discussions avec les camarades de classe consistent généralement en un accord constant, avec peu de nouvelles idées ou de débats sains. »

Comme vous pouvez le constater, Robert Sopuck n'a pas mâché ses mots, il a remis en question les hypothèses des étudiants et a (surtout) pris leurs questions au sérieux. Je l'ai invité à revenir parler à mes étudiants de troisième cycle le 12 novembre.

Faites-moi savoir si vous souhaitez que je vous fasse part d'une autre évaluation à ce sujet.

*Peter Andrée*  
Professeur, Département de sciences politiques  
Université Carleton

### Jeff Watson a fait un tabac

Jeff Watson est venu s'adresser à la classe. Nous nous sommes rencontrés

pendant une heure sur Zoom.

J'ai donné aux étudiants un bref questionnaire à remplir après la conférence pour obtenir des points bonus, et les réponses sur « ce qu'ils ont appris » étaient vraiment intéressantes. Les étudiants l'ont trouvé sympathique et ont mentionné qu'ils espéraient avoir une autre chance de faire une activité semblable à l'avenir.

À titre de pédagogue, je trouve incroyable qu'il ait expliqué de manière aléatoire et inattendue les votes de première, deuxième et troisième catégorie au beau milieu de son exposé, car les étudiants ne comprenaient \*vraiment\* pas ce concept dans le manuel ou dans le cours en général, mais ils le comprennent tous maintenant.

Merci encore, j'aimerais beaucoup organiser une autre rencontre avec une classe la session prochaine. J'enseigne à nouveau l'introduction à la politique en ligne, et ce serait formidable.

*Amanda Bittner*

### Bryon Wilfert a fait les manchettes!

Veuillez lire l'article ci-dessous publié par l'École Munk sur la conférence de M. Wilfert. Merci d'avoir organisé l'activité, les étudiants ont été ravis.

<https://munkschool.utoronto.ca/former-parliamentarian-and-japanese-ambassador-engaged-with-students-in-mga-course/>

*Phillip Y. Lipsy, professeur agrégé*  
Département de sciences politiques  
École Munk des affaires internationales et des politiques publiques

### La conférence de l'hon. Tony Clement ravit une classe de l'Université de l'Alberta

Les étudiants ont apprécié sa franchise lorsqu'il a parlé des défis qu'il a dû relever en tant que ministre. Il était également très charmant et a répondu à toutes leurs questions. J'étais très satisfaite.

*Angelia Wagner,*  
Université de l'Alberta

## Les membres aiment recevoir une copie papier de la revue Suite à la Colline

De temps à autre, un membre du conseil d'administration soulève la question de savoir si nous devons continuer à produire Suite à la Colline sous forme imprimée. Vous trouverez ci-dessous un échantillon de commentaires de certains de nos membres répondant à cette question :

J'ignore pourquoi, mais je viens seulement de terminer la lecture de l'édition de l'été 2021. J'ai remarqué que vous sollicitez des avis à son sujet.

J'ai pris ma retraite en 2008. Depuis lors, j'attends avec impatience de lire le magazine et j'y prends plaisir. Il m'a permis d'être informé sur une variété de sujets, notamment le décès d'ex-parlementaires.

J'aime recevoir un magazine en version papier; je n'ai donc aucun intérêt à le recevoir en version numérique. Je préfère le format magazine à un bulletin périodique.

J'espère que ces quelques lignes vous ont été utiles.

Sincères salutations,  
*Tom Wappel*  
1988-2008

Chers amis,

Vous nous avez demandé notre avis sur la valeur de la revue Suite à la Colline.

Si vous décidiez d'interrompre la publication du magazine, je pense qu'une guerre civile éclaterait.

Je ne suis pas un de ces anciens députés qui, lorsqu'on leur demande si la politique leur manque, répondent par la négative.

Cela me manque tout le temps. La camaraderie, le fait de parler à des personnes qui pensent différemment de moi, d'imaginer des politiques, de débattre avec vigueur, d'avoir l'impression que votre travail compte vraiment, d'aider ceux qui ne peuvent pas faire fonctionner le gouvernement ou comprendre leur situation, et la liste continue.

Suite à la Colline est ma source d'information. La revue me permet de savoir ce que font les autres, et certains articles donnent matière à réflexion.

Les questions d'aujourd'hui suscitent toujours un débat dans mon esprit, même si je choisis maintenant les sujets que je pense pouvoir défendre.

Donc, n'avez jamais une autre discussion sur la pertinence de poursuivre la publication papier de Suite à la Colline. Dites-vous que la réponse est oui, tout simplement; vous gagnerez du temps.

Si Suite à la Colline était une compétition de patinage artistique, elle obtiendrait cinq fois la note de 10.

*Arnold Malone*  
1974-1993

Je viens de terminer la lecture intégrale de la dernière édition. Je l'ai trouvée intéressante et instructive. Je suis reconnaissante de recevoir une copie imprimée, que je préfère de loin à une édition numérique. Merci à tous ceux qui ont contribué à nous offrir cette revue.

*Lynn Hunter*  
1988-1993



Dorothy Dobbie.

# Rapport de la présidente

Par Dorothy Dobbie

**B**ienvenue à tous nos nouveaux membres potentiels. Que ce soit planifié ou involontaire, quitter la Colline est toujours un énorme changement. Votre Association des ex-parlementaires est là pour faciliter la transition et vous permettre de rester en contact avec des amis et d'anciens collègues qui ont vécu les mêmes expériences que vous. Nous espérons que vous vous joindrez à nous en tant que membre permanent au printemps prochain et que vous deviendrez actif au sein de l'Association.

Depuis notre dernier numéro de Suite à la Colline, nous avons tenu, au printemps dernier, notre deuxième assemblée générale annuelle virtuelle et un service commémoratif le 14 septembre 2021. Ce n'est pas aussi satisfaisant à l'écran que si nous étions tous ensemble, mais notre personnel et la Chambre des communes ont déployé des efforts considérables pour que ce soit aussi agréable que possible. Je les remercie tous.

J'aimerais également remercier notre nouveau membre du conseil d'administration, Robert-Falcon Ouellette, d'avoir interprété le chant du tambour à la fin du service commémoratif et notre vice-présidente, Eleni Bakopanos, d'avoir enregistré la partie française du service. Cette année, Mme Bakopanos et moi sommes venues à Ottawa pour que la Chambre des communes puisse effectuer elle-même la production. Je souhaite aussi la bienvenue à Jack Harris, Lynn Yelich et Matthew Dubé, qui se sont joints à notre conseil d'administration.

Depuis le mois de septembre, Shannon

Sampert gère le projet « Du Parlement au Campus », au grand plaisir des étudiants qui ont été exposés à l'expérience et à la sagesse de nos membres et à la surprise (je pense) de certains des professeurs qui ont retenu leurs services. J'ai inclus plusieurs lettres pour vous donner une idée de l'intérêt et pour encourager un plus grand nombre d'entre vous à faire savoir à Mme Sampert que vous êtes disposés à participer. Il suffit de contacter le bureau pour obtenir les détails. Vos récits personnels sur le fonctionnement du Parlement et du monde entier rendent la démocratie beaucoup plus réelle pour les étudiants, et cela n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui.

Mme Sampert et moi-même discutons actuellement de la possibilité pour les membres d'enregistrer des conférences ou des panels de 30 à 45 minutes qui pourraient être mises à la disposition des professeurs rapidement. Cela permettrait également de conserver une trace historique de vos expériences pour les étudiants et d'autres personnes à l'avenir.

Comme vous le savez peut-être, notre chère Céline Brazeau Fraser prend sa retraite à la fin de cette année. La Chambre des communes lui a trouvé une remplaçante, qui s'appelle Isabelle Chénier. Je sais que vous serez tous impatients de la rencontrer ici.

Dans deux ans, Susan Simms prendra elle aussi sa retraite. J'ai rencontré le nouveau personnel de supervision pour discuter de l'évolution des besoins de l'Association, et nous avons convenu de travailler ensemble au cours des prochains

mois pour moderniser leurs descriptions de poste.

Le 7 décembre, j'ai assisté au 100e anniversaire de la première femme députée, organisé par À voix égales. Eleni Bakopanos vient de terminer son mandat de présidente de cette organisation. Cela nous a également donné l'occasion de remercier Mme Brazeau Fraser pour ses 17 années de service au sein de l'Association. Elle a fait un travail formidable pour nous au fil des ans, et elle nous manquera beaucoup.

L'Association, sous la direction de Leo Duguay, a organisé un voyage rapide à Saint-Martin en janvier. Il a été réservé quelques heures après l'envoi de l'annonce, les gens étant très enthousiastes à l'idée de voyager à nouveau. Le trésorier, Chung-sen Leung, cherche à organiser un voyage d'études à Taïwan à la fin de 2022 ou au début de 2023.

Nous vous invitons à rester en contact et à nous rendre visite sur Facebook ou sur notre groupe Facebook, où vous pourrez ajouter vos commentaires, vos réflexions ou vos nouvelles.

Entre-temps, nous avons lancé un bulletin d'information intitulé Bulletin de bonnes nouvelles, qui a reçu un excellent accueil. Nous vous invitons à nous tenir au courant de ce qui se passe dans votre vie.

Je vous remercie de votre soutien continu alors que nous commençons à entrevoir la fin de cette période très difficile de pandémie de COVID-19. J'ai hâte de vous revoir tous en personne, et j'espère que ce sera possible au printemps prochain!

**Dorothy Dobbie**  
Présidente

## Le retour du programme Du Parlement au campus

Par Hannah Judelson-Kelly

**C**ette dernière année et demie, le monde a connu à la fois de nouveaux bouleversements et l'accélération de changements sociaux préexistants. Face à ces changements, la reprise du programme Du Parlement au campus arrive à point nommé.

Shannon Sampert, responsable du

programme, explique que si on a relancé cette initiative, c'est parce qu'on espère que davantage de personnes, surtout de jeunes étudiants, prendront part de manière sérieuse et ouverte au processus démocratique.

L'occasion de discuter avec d'ex-parlementaires et de recueillir leurs témoignages

permet aux étudiants de mieux comprendre comment fonctionne le pays. Dorothy Dobbie, présidente de l'ACEP et ancienne participante au programme, considère que ce programme est important dans un monde où nous nous sentons de plus en plus déconnectés de la politique et de notre démocra-

tie. Elle ajoute que les médias exacerbent souvent le sentiment de déconnexion du public envers ses représentants politiques en filtrant les nouvelles politiques, souvent en déformant l'information pour la rendre plus sensationnelle ou conforme à des idées reçues. Cela a pour effet de déformer les images et les perceptions d'une manière qui peut alimenter le cynisme et même la colère à l'égard des titulaires de charges publiques.

Comme l'indique Mme Sampert, au niveau universitaire, l'enseignement est basé sur la théorie : on discute d'idées que les enseignants eux-mêmes peuvent ne comprendre que de manière incomplète. Selon elle, le programme Du Parlement au campus offre aux étudiants un apprentissage par l'expérience qui leur permet de faire le lien entre la théorie et ce qui arrive dans la vraie vie.

Cette compréhension intime de ce qui signifie être un ex-parlementaire peut également dissiper l'idée selon laquelle les parlementaires sont toujours farouchement opposés les uns aux autres. Des liens d'amitié étroits se nouent souvent entre ces personnes, au-delà des allégeances politiques, et la collaboration au sein du Parlement est plus fréquente qu'on ne le croit. La beauté du Parlement, comme l'explique Mme Dobbie, c'est qu'il favorise l'échange de vues dans un esprit critique, permettant ainsi l'élaboration de bonnes politiques.

Non seulement les divergences de vues sont quelque chose d'indispensable pour le Parlement, mais avoir la capacité de débattre, avec respect et ouverture d'esprit, est une compétence essentielle à enseigner dans les discussions académiques. « Les gens ont besoin de débattre et d'entendre différents points de vue pour être capables de formuler de nouvelles idées et d'affiner les concepts. »

Le programme Du Parlement au campus permet aussi aux ex-parlementaires de raconter leurs propres histoires de manière à ce que les étudiants se les approprient de façon intime et personnelle. Cela a pour effet de créer des modèles accessibles, et l'expérience peut faire grande impression lorsqu'un ex-parlementaire très éloquent assiste à la classe.

Ce programme est important pour la sauvegarde de notre démocratie : il permet aux jeunes qui se lancent en politique de comprendre comment fonctionnent véritablement nos institu-



*Des campus comme celui de l'Université McGill participent au programme Du Parlement au campus. Photo d'Hannah Judelson-Kelly.*

tions politiques, et d'en apprendre plus sur les personnes qui sont derrière et sur ce que cela prend pour fonctionner dans le système. En réfléchissant aux expériences qu'ont vécues d'ex-parlementaires, nous préservons l'intégrité des institutions mêmes sur lesquelles repose notre démocratie.

Grâce au programme, la prochaine génération apprend à connaître celle qui l'a précédée et comprend l'importance d'honorer les traditions établies et aussi de commémorer les sacrifices que tant de personnes ont faits pour leur pays. On en vient rapidement à voir les points communs entre tous les ex-parlementaires, car, à de rares exceptions près, ces gens se sont tous donnés pour servir leur pays et le rendre meilleur pour ceux qui y vivent.

Mmes Sampert et Dobbie ont toutes deux souligné cette qualité commune et, malgré les désaccords qui surviennent à juste titre, le fait que les parlementaires partagent tous cette volonté de servir leur pays, une valeur profondément ancrée en eux. Il s'agit d'une valeur essen-

tielle chez tout futur politicien, et cela devrait aider chaque citoyen à comprendre les choses lorsqu'il veut se forger une opinion, aller voter et faire quelque chose pour ce pays. Nous devons comprendre ce que veut dire être au service de la population, et quelles sont les motivations derrière cela.

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'elles aimeraient ajouter, Mmes Sampert et Dobbie ont dit simplement qu'elles espéraient que chaque ex-parlementaire saisisse l'occasion de participer à ce programme. Tout le monde a quelque chose à offrir.

Si vous souhaitez travailler comme bénévole pour le programme Du Parlement au campus, veuillez écrire à Shannon Sampert à [shannon@mediadiva.ca](mailto:shannon@mediadiva.ca).

*Dorothy Dobbie a été députée de la circonscription de Winnipeg Sud pour le Parti progressiste conservateur entre 1988 et 1993. Elle est également présidente de l'ACEP et rédactrice en chef de Suite à la Colline. Shannon Sampert est analyste politique, conférencière et spécialiste des médias.*

# Le programme de stage parlementaire amène les jeunes sur la Colline et vers une vie de politique

Par Gina Gill Hartmann

Nous, les Canadiens, voyons la politique comme des spectateurs. Certes, nous pouvons travailler comme bénévoles pendant des campagnes ou serrer la main de nos candidats en période électorale. Nous pouvons aussi envoyer un courriel à notre député ou regarder la période des questions à la télévision dans le confort de notre salon. Mais ce n'est que lorsque l'on arrive sur la Colline pour servir la population que l'on prend toute la mesure du rôle de parlementaire.

Le Programme de stage parlementaire (PSP) de l'Association canadienne de science politique offre l'une des rares expériences ouvrant les portes aux citoyens pour leur donner un aperçu de la vie et des fonctions de député au Canada. L'expérience comme stagiaire du PSP a changé la vie de l'ancienne députée néo-démocrate Judy Wasylcyia-Leis et a marqué sa mémoire.

« En fait, j'ai posé ma candidature deux fois plutôt qu'une, parce que j'étais absolument convaincue que ce stage me convenait parfaitement, a déclaré l'ancienne députée. Le Canada traversait une période de grands changements. Le mouvement féministe était à son apogée, et on disait aux gens que s'ils voulaient changer le monde, il fallait qu'ils s'engagent. Cela a eu une énorme influence sur moi. »

Judy avait compris, dans sa vision à long terme, qu'elle ferait de la politique dans la vie; elle a donc décidé de chercher comment en apprendre davantage sur le processus et mieux le comprendre et, inévitablement, le PSP s'est révélé le tremplin idéal pour entrer au Parlement.

Tout au long de son parcours, Judy a tenu de nombreux journaux sur sa participation au Programme. Elle y consignait tout ce qu'elle apprenait, relatant les moments marquants comme les grands bouleversements.

« Voilà comment ce programme m'a transformée. J'ai immortalisé chaque minute dans une sorte de journal intime. »

Le Programme a vu le jour en 1970, recueillant la faveur de tous les partis à la Chambre des communes. L'idée de



*James Hurley et Judy Wasylcyia-Leis au 50e anniversaire du Programme de stages parlementaires (PSP).*

sa création avait été lancée par le député progressiste-conservateur Alfred Hales. Le but était de donner l'occasion à 10 nouveaux diplômés universitaires de travailler aux côtés de députés sans esprit partisan et d'acquérir une expérience rare dans le monde de la politique. Il s'agit d'un stage de 10 mois pendant lequel les stagiaires suivent un député et découvrent tous les aspects du travail à la Chambre. Les participants écrivent des discours, écoutent des débats, vont visiter d'autres assemblées législatives et jouent le rôle d'adjoints législatifs. Judy est l'une des deux stagiaires qui ont ensuite été élus à la Chambre des communes. Arif Virani, qui siège actuellement à la Chambre, est le deuxième ancien stagiaire du Programme à être devenu député.

Pendant son stage, Judy a travaillé pour John Rodriguez, député néo-démocrate représentant la circonscription de Nickel Belt.

« C'était un politicien actif, qui avait son franc-parler, qui se préoccupait de sa circonscription, qui était vraiment progressiste et qui croyait au programme et en moi. Il m'a fait connaître tous les aspects de son travail. Il m'a permis de voir la fonction de député sous toutes ses coutures », a déclaré Mme Wasylcyia-Leis.

L'un des moments les plus marquants pour elle date de janvier 1977, lors du débat sur un projet de loi visant la réforme de l'assurance chômage, quand M. Rodriguez devait prendre la parole en troisième lecture. À l'époque, les règles parlementaires n'interdisaient pas de faire de l'obstruction, et on avait dit à M. Rodriguez qu'il disposait d'un temps illimité.

« Je m'en souviens encore comme si c'était hier : Stanley Knowles avait envoyé une note à John, pendant que celui-ci se levait pour prendre la parole, lui disant : "Prends ton temps. Tes possibilités sont illimitées." C'est alors qu'a commencé la course folle pour trouver le plus de notes



*Judy à Washington, un voyage avec les stagiaires du PSP.*

d'allocution possible. De toutes parts, nous avons formé des équipes, nous avons sorti des documents sur tous les aspects de l'assurance-chômage et plus encore pour l'alimenter, se rappelle-t-elle. La première fois, il a été capable de parler pendant six heures d'affilée. C'était quelque chose d'inusité. C'était passionnant et incroyable de voir comment on peut faire avancer un dossier. »

Si, dans le cadre du Programme, Judy a acquis de l'expérience aux côtés de M. Rodriguez, qui était député du NPD, durant la deuxième partie de son stage, elle a travaillé avec Claude Tessier, un député libéral des régions rurales du Québec. Même si M. Tessier était bien conscient que Judy était clairement néo démocrate, ils ont réussi à bien travailler en faisant abstraction de leurs allégeances politiques, et Judy en a appris davantage sur la politique en travaillant avec des gens de tous les partis.

« Il avait très bien compris que j'étais néo-démocrate, et je voulais qu'il m'enseigne des choses. Nous voulions tous les deux apprendre la langue de l'autre – je souhaitais améliorer mon français et il aspirait à mieux parler anglais. Nous avons eu une excellente relation de travail. »

Le stage avec M. Tessier a été écourté quand Judy a été présentée comme candidate du NPD pour briguer le siège de députée provinciale de Carleton et qu'elle a pris congé du Programme pendant un mois.

Judy n'a pas remporté de siège aux élections provinciales cette fois-là, et elle est revenue terminer son stage. Mais en 1986, elle a été élue députée provinciale de St. Johns, au Manitoba, et a été ministre de la Culture, du Patrimoine et des Loisirs de 1986 à 1988 dans le gouvernement néo-démocrate d'Howard Pawley. Elle a gagné son siège quand M.



*Judy Wasylycia-Leis en compagnie de Stanley Knowles, revêtus de tee-shirts ornés du slogan « A woman's place is in the House of Commons » (la place des femmes est à la Chambre des communes).*

Pawley a été battu par le progressiste-conservateur Gary Filmon en 1988, mais elle a démissionné en 1993 pour se présenter en politique fédérale. Lors de sa première tentative, Judy a perdu, mais elle a persévéré et s'est présentée à nouveau pour gagner.

Elle a finalement été élue en 1997 et a remporté des élections successives qui lui ont permis de siéger jusqu'en 2010. Au début, elle représentait la circonscription de Winnipeg-Nord-Centre, puis, avec le redécoupage, celle-ci a changé de nom pour devenir Winnipeg-Nord. Pendant cette période, Judy a occupé l'autre place dans le PSP, celle de députée, et avait un stagiaire qui travaillait avec elle.

« J'ai pu travailler des deux côtés, et

cela m'a énormément servi à chaque fois. Le but du Programme n'est pas seulement de travailler dans le bureau d'un député, mais aussi de se familiariser avec tous les rouages du Parlement et toutes les personnes qui en assurent le bon fonctionnement. Le Programme vous fait connaître toutes les facettes intéressantes de la vie politique et vous prépare à utiliser ces connaissances dans votre vie future, quelle que soit la carrière choisie. »

Plus tard, Judy Wasylycia-Leis s'est présentée deux fois à la mairie de Winnipeg et est aujourd'hui l'une des trois fondatrices de la section manitobaine d'À voix égales, une organisation multipartite qui fait la promotion d'une plus grande représentation des femmes en politique.

# Du Sénat à la cuisine

## Le fameux levain de l'honorable Ione Christensen

Par Gina Gill Hartmann

L'ancienne sénatrice Ione Christensen a connu beaucoup de premières. Elle a été la première femme juge de paix et juge au tribunal de la jeunesse du Yukon, la première mairesse de Whitehorse et la première femme à occuper le poste de commissaire du Yukon.

Mais l'un des moments les plus singuliers de sa vie n'était pas une première, mais presque... Son célèbre levain a été le deuxième au Canada à entrer dans la collection de ferments de la Bibliothèque de levains Puratos, qui se trouve à Saint-Vith, en Belgique.

« Vous savez, j'ai eu du levain toute ma vie, et dans ma famille cela remonte à la ruée vers l'or. L'histoire de mon levain a en quelque sorte circulé au Canada, et cette bibliothèque de levains m'a contactée pour me dire qu'elle voulait venir voir le mien. J'ai trouvé que c'était faire un long voyage, juste pour du levain », a déclaré Mme Christensen.

Pour Karl De Smedt, bibliothécaire à la Bibliothèque de levains et aussi boulanger, le voyage de la Belgique au Yukon en valait la peine. Le levain de Ione est l'un des plus anciens jamais collectés – il a plus de 120 ans. La Bibliothèque indique qu'il date d'aussi loin que 1898.

Le levain avait appartenu à l'arrière-grand-père de Ione, qui était parti du Nouveau Brunswick pour se rendre jusqu'au Yukon, en passant par la piste Chilkoot, à l'époque de la ruée vers l'or; c'est de cet arrière-grand-père qu'était partie la tradition boulangère de la famille.

« Nous n'avons jamais su exactement d'où venait le levain, mais nous pensons qu'il pouvait provenir de Dyea. Les analyses génétiques effectuées par la Bibliothèque Puratos ont permis d'établir un lien avec la ruée vers l'or californienne, ce qui confirme le lien avec Dyea. L'un des quatre fils de mon arrière-grand-père, David, est resté dans la ville de Dawson et a élevé cinq enfants, avec son épouse irlandaise. Le levain a été transmis à ses enfants, et maintenant tout le monde a du levain, a déclaré l'ancienne sénatrice. Ma grand-mère l'utilisait toujours pour la préparation du petit-déjeuner, elle faisait du pain avec et s'en servait tous



Judy Dabbs, l'hon. Ione Christensen, Pat McKenna à la tente de cuisson de la Piste-Chilkoot en 1998.

les jours; elle l'a donc fait perdurer, puis l'a donné à ma mère, qui me l'a transmis à son tour quand j'ai quitté la maison. »

Parti d'un petit coin du Nord canadien, la ville de Dawson, le levain de Ione a voyagé bien au delà du Yukon et de la Belgique.

« Je reçois des demandes de partout dans le monde – de la Suisse, des îles britanniques, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande – et aussi de partout au Canada », a-t-elle dit.

Si vous voulez essayer le fameux levain de Ione, sachez qu'elle envoie des échantillons de levain aux personnes intéressées. Il vient dans une enveloppe avec un document racontant l'histoire de la pâte et des recettes de crêpes, de gaufres et de pain. Bien sûr, avec l'augmentation du nombre de personnes qui restent à la maison depuis deux ans, Ione a eu plus de demandes pour son levain que jamais auparavant.

« Vous pouvez le faire sécher ou le congeler. Il reprend toujours sa forme initiale. Il ne faut pas le surchauffer, par contre, il le supporte mal. C'est assez drôle, parce que j'ai fait toutes sortes de choses dans ma vie, et tout d'un coup, je suis reconnue pour mon levain. »

Ione a bien sûr fait beaucoup d'autres choses dans sa vie. Elle a été sénatrice, pour représenter le Yukon, de 1999 à 2006. Elle a été commissaire du Yukon en 1979. Elle a aussi été nommée membre de l'Ordre du Canada et membre de l'Ordre du Yukon. Tout comme la notoriété que lui a donnée son levain, Ione ne s'attendait pas à ce que lui a procuré la politique.

« Je n'ai jamais eu l'ambition de faire

de la politique. Au départ, je me disais que quand mes fils entreraient à l'école, j'irais chercher un diplôme en droit; c'était mon objectif. Puis un de mes bons amis, qui était maire de Whitehorse à l'époque, m'avait dit : « Pourquoi tu ne te présentes pas à la mairie? Tu travailles avec la ville, tu connais tout le monde, tu travailles avec le directeur municipal et le conseil de ville, et tu as une solide expérience », se souvient Ione. Mais la politique ne m'intéressait pas; alors, j'ai répondu que j'allais y réfléchir. Puis deux autres personnes sont venues me voir : un libéral convaincu et un conservateur tout aussi convaincu. Alors, je me suis dit que si les représentants de deux partis pensaient que je pouvais faire quelque chose, je devais peut-être essayer. »

Ione a été mairesse de Whitehorse de 1976 à 1979. Elle s'est ensuite présentée aux élections fédérales de 1980 sous la bannière libérale pour le Yukon, mais elle a perdu par seulement 101 voix. Avant de se présenter, Ione n'était pas active au sein d'un parti.

« J'avais commencé à recevoir des appels pendant que j'étais en vacances à Hawaï; on me demandait si je voulais me présenter comme candidate libérale, et j'avais répondu que non. Je n'avais jamais eu de carte de parti ni participé à aucun événement. Mon mari m'avait dit : « Tu sais, on ne demande pas ce genre de choses à tout le monde. Pourquoi tu n'essaierais pas? » »

Ione s'est alors rendue à une réunion des libéraux, puis a fait des recherches sur les trois grands partis pour savoir lequel partageait ses convictions, et elle s'est rendu compte que c'était le Parti libéral qui avait l'approche équilibrée qu'elle recherchait.

Certes, Ione a laissé un héritage politique durable, mais elle a aussi préparé d'excellentes gaufres et brioches à la cannelle en utilisant un levain créé des générations avant elle. Et c'est pour cela que tout le monde la connaît en ville!

« Souvent, quand je vais en ville, des gens m'arrêtent pour me demander du levain. Je leur dis de venir chez moi pour que je leur donne du levain vivant, et c'est pour cela que je suis connue : je suis la reine yukonnaise du levain. »

# L'autre résidence du premier ministre

Par Hannah Judelson-Kelly

La résidence d'été des premiers ministres a fait la une des journaux en mars 2020 lorsqu'on a révélé que Sophie Grégoire Trudeau y avait emménagé avec ses enfants, avant d'être rejointe plus tard par le premier ministre lui-même. Beaucoup ont remis en question la pertinence, pour le premier ministre Trudeau, de faire la navette entre sa résidence d'été au Québec et Ottawa en pleine pandémie. Mais d'autres ont fait valoir que comme le trajet était d'une trentaine de minutes, il n'y avait pas lieu de s'alarmer. Aussi appelé résidence du lac Mousseau, ce chalet d'été, qui est la résidence secondaire des premiers ministres et de leur famille, a une longue histoire et est un symbole important pour le premier ministre du pays. Pour le premier ministre Trudeau, cette résidence a une valeur sentimentale particulière, car celui-ci y a passé du temps lorsqu'il était enfant.

Même si le chalet d'été a été construit en 1925, son histoire est bien plus ancienne. La maison porte le nom du lac au bord duquel elle est située, le lac Mousseau, qui lui-même tire son origine du nom des familles Mousseau et Harrington qui se sont établies dans la région au XIXe siècle. D'ailleurs, le lac est appelé Harrington Lake en anglais. Bien qu'ayant appartenu à deux Américains pendant un certain temps, une partie de la propriété a été donnée en héritage au colonel Cameron Macpherson Edwards par son oncle, le sénateur William Cameron Edwards, dans les années 1920. Ces deux personnes ont joué un rôle important dans le développement de la région de l'Outaouais, tant sur le plan économique que social. W.C. Edwards était en fait un grand magnat du bois.

Lorsque le colonel C.M. Edwards a hérité de la propriété, il l'a développée pour en faire quelque chose digne de son rang en faisant bâtir le chalet d'été que l'on peut voir aujourd'hui : une maison de 16 pièces de style néocolonial. En plus de cette maison, il y a une ferme, et lorsqu'on prend les deux ensemble, on voit clairement comment et pourquoi cette propriété est souvent utilisée pour des affaires officielles et privées, en plus de servir de lieu de retraite; les bâtiments, tout comme la propriété



La résidence d'été du lac Mousseau, avant les rénovations. Photo : gracieuseté de la Commission de la capitale nationale (CCN).

dans son ensemble, sont assez vastes, puisque la propriété s'étend sur plus de 5,4 hectares (13 acres)\*.

La propriété a été acquise par le gouvernement fédéral en 1951, mais n'a été utilisée officiellement comme maison de campagne pour les premiers ministres canadiens qu'en 1959, après que le très honorable John Diefenbaker eut remporté les élections de 1958. M. Diefenbaker en avait pris la décision en grande partie à cause de sa situation personnelle. En effet, originaire de l'Ouest canadien, il ne possédait pas de maison d'été privée près d'Ottawa. C'est pourquoi il a été le premier à vouloir faire véritablement de la propriété du lac Mousseau la résidence d'été du premier ministre et de sa famille. Depuis 1959, la maison a été la maison de campagne de six premiers ministres canadiens et de leur famille, dont le premier ministre Pierre Elliott Trudeau. Son fils, l'actuel premier ministre, se serait rappelé de nombreux bons souvenirs d'enfance en revenant dans cette maison.

À partir de 2018, la propriété a subi des rénovations majeures, car ses bâtiments étaient en très mauvais état. Le chalet d'été et la ferme ont été rénovés en portant une attention particulière à la nécessité de conserver les éléments historiques et patrimoniaux des bâtiments. Ces rénovations, qui ont coûté 8,6 millions de dollars, ont non

seulement permis d'améliorer les conditions de vie des locataires de la résidence du lac Mousseau, mais aussi de mieux adapter la résidence aux fonctions officielles d'un gouvernement du XXIe siècle. La propriété, située dans le cadre naturel pittoresque et magnifique du parc de la Gatineau, avec ses bâtiments récemment rénovés, offre maintenant un plus grand potentiel et peut être utilisée par le premier ministre pour des fonctions officielles.

Dans un certain sens, cette propriété est une représentation du Canada. En effet, la résidence du lac Mousseau nous rappelle que notre pays est composé de vastes étendues de nature : montagnes, lacs, prairies, forêts pluviales, côtes maritimes et bien d'autres merveilles. Le fait que le premier ministre puisse se retirer dans un tel environnement lui permet de s'immerger dans la beauté naturelle du pays et de s'extraire de certaines des pressions qu'il peut subir en tant que chef du gouvernement.

*Note de la rédaction: La propriété du lac Mousseau, qui s'étend sur 5,4 hectares (13 acres), se compose de quatre bâtiments : la maison principale, la maison du personnel, ainsi que deux bâtiments pour les affaires officielles et l'accueil des invités, plus une autre maison construite en 2019 pour accueillir la famille du premier ministre pendant que la maison principale était en travaux.*

# Comment Rideau Cottage est devenue la résidence du premier ministre

Par Hannah Judelson-Kelly



*Rideau Cottage entre 1845 et 1930. Photo de William James Topley.*

Quand on pense aux résidences officielles des dignitaires représentant le gouvernement, ce sont Rideau Hall et le 24 de la promenade Sussex qui nous viennent à l'esprit, car c'est là qu'habitent respectivement les gouverneurs généraux et les premiers ministres en exercice. Mais comme on avait jugé que la résidence du 24 de la promenade Sussex était non sécuritaire et inhabitable, quand le premier ministre Trudeau est arrivé au pouvoir la première fois, on s'était demandé où ce dernier pourrait alors résider.

Plutôt que d'engloutir des millions de dollars de fonds publics dans des travaux de rénovation, le premier ministre a choisi de vivre à Rideau Cottage, une demeure plus petite située derrière Rideau Hall. Il n'est pas rare que le 24 Sussex soit inoccupé; en effet, dans l'histoire du Canada, des premiers ministres ont parfois résidé ailleurs. Mais qu'est-ce que Rideau Cottage, et quelle est sa place dans l'histoire de notre pays?

Même si on qualifie cette résidence de «cottage», il s'agit en réalité d'une maison datant du milieu de l'époque victorienne et comptant 14 pièces. Située sur le domaine

de Rideau Hall, elle est pittoresque tant par son caractère que son emplacement. Ce qui ajoute à la beauté de l'endroit, c'est que Rideau Cottage a été construite dans ce qui était autrefois un secteur boisé du domaine.

Le cottage d'origine a été bâti entre 1866 et 1867, en tant que bâtiment auxiliaire de Rideau Hall, et servait de résidence au secrétaire du gouverneur général. Habiter sur le domaine de Rideau Hall facilitait le travail du secrétaire, qui était responsable des affaires et de l'administration au bureau du gouverneur général. Jusqu'en 2015, la résidence a été occupée par les secrétaires ou les attachés militaires de tous les gouverneurs généraux qui se sont succédé.

En 2015, le premier ministre Trudeau a annoncé qu'il s'installait avec sa famille à Rideau Cottage plutôt qu'au 24 Sussex. Le secrétaire du gouverneur général de l'époque a accepté la décision de bonne grâce. Au départ, on ne savait pas si le premier ministre allait retourner vivre au 24 Sussex, mais cette possibilité a rapidement été écartée en raison du coût des rénovations et du prix politique d'une telle dé-

cision. Cela dit, des rénovations ont néanmoins été effectuées à Rideau Cottage lorsque le premier ministre y a emménagé, afin de s'assurer qu'il était adapté pour accueillir une famille de cinq personnes.

La décision du premier ministre de s'installer à Rideau Cottage pourrait signifier un rapprochement plus grand entre le premier ministre et le gouverneur général. Mais elle a eu pour effet de réduire l'accès du public à Rideau Hall et à ses terrains. Rideau Hall est un lieu chargé d'histoire qui demeure ouvert au public pour des visites; un billet permet aussi de faire le tour du domaine.

Le premier ministre Trudeau a pris la décision de résider à Rideau Cottage pour des raisons de sécurité, mais la question de savoir où vivront les futurs premiers ministres reste ouverte. Même si c'est là une bonne solution temporaire, le cottage a un propriétaire, et il y a une résidence destinée au premier ministre. Si on n'investit jamais dans la rénovation du 24 Sussex, qu'advient-il de la possibilité d'avoir une résidence officielle pour le premier ministre? Et comment une telle décision sera-t-elle prise?

# Une ferme pas comme les autres...

Par Hannah Judelson-Kelly

Contrairement aux résidences de nombreux autres politiciens, la demeure du Président de la Chambre des communes est un peu à l'extérieur d'Ottawa. Mais quelle est l'histoire de cette résidence, surnommée la Ferme par les générations passées?

La Ferme est située à Kingsmere, un secteur du parc de la Gatineau; elle occupe un terrain de 1,74 hectare sur lequel se trouve une résidence destinée au Président de la Chambre des communes. Son emplacement dans une zone rurale la distingue des autres résidences des politiciens d'Ottawa. Bien que les Présidents de la Chambre aient également droit à un appartement de deux pièces à proximité du Parlement pour leur travail, leur lieu de résidence officiel est en dehors des sentiers battus.

William Lyon Mackenzie King était tombé sous le charme de la région en 1901 et avait acquis une propriété dans les environs. Après avoir été élu premier ministre du Canada pour un deuxième mandat, en 1926, il avait acheté ce qui est devenu la Ferme, construite au milieu du XIXe siècle par le pionnier Henry Fleury. En effet, lorsque celle-ci est devenue disponible, en 1927, le premier ministre Mackenzie King a vu la chance qui s'offrait à lui et l'a saisie. La Ferme se composait à l'origine d'une ferme principale, de plusieurs petits bâtiments et d'un vaste espace naturel comprenant des champs et des forêts.

Déjà propriétaire de quelques terres boisées et de cottages, M. Mackenzie King y a vu l'occasion d'agrandir son domaine déjà très étendu.

À l'époque, il avait pour ambition de promouvoir l'agriculture scientifique et, après avoir fait l'acquisition d'assez de terres pour se lancer dans cette entreprise, il avait fait la moitié du chemin. Déçu par ses tentatives d'élevage de moutons, le premier ministre avait négligé complètement sa nouvelle propriété pendant quelques années, se concentrant uniquement sur son ancien domaine.

En 1935, M. Mackenzie King voulait donner une nouvelle vocation à sa propriété de campagne et espérait en faire une résidence à l'année. Il engagea l'architecte J. Albert Ewart pour rénover la maison et la transformer en un lieu de retraite où il pourrait se réfugier chaque fois qu'il ressentirait le besoin. À quelques années



*Le domaine Mackenzie King, aussi appelé la Ferme, est situé dans un cadre idéal, agrémenté d'un jardin paysager et entouré d'une forêt. Photo de Wilder.*

de la Seconde Guerre mondiale, ce besoin était devenu plus grand. M. Mackenzie King emmenait souvent des invités de marque se promener sur les sentiers qu'il avait aménagés en nature.

La Ferme était devenue l'un des endroits préférés de M. Mackenzie King à sa retraite, en 1948, et le lieu où il est décédé, le 22 juillet 1950.

M. Mackenzie King a légué sa propriété au gouvernement et au peuple du Canada, exprimant le désir qu'elle devienne un parc ouvert au public ainsi qu'un endroit où les futurs premiers ministres pourraient se soustraire au regard du public. Ses souhaits n'ont été que partiellement respectés, puisque la résidence est allée au Président de la Chambre des communes. Le gouvernement a plutôt acheté la propriété du lac Harrington pour les premiers ministres en 1951.

Aujourd'hui, la Ferme, qui est située au cœur du parc de la Gatineau et entourée de nature, est remarquable pour son architecture pittoresque. Le parc accueille des centaines de milliers de visiteurs chaque

année; alors, dans un sens, le vœu de M. Mackenzie King a été exaucé. Le public peut profiter de la beauté et de la tranquillité de cet environnement naturel, comme M. Mackenzie King l'avait souhaité.

L'histoire de cette propriété permet de montrer l'importance du Président de la Chambre par rapport à ses pairs. Alors que d'autres politiciens peuvent avoir des résidences d'été dans le parc, le Président de la Chambre a sa résidence officielle en pleine nature, et sa résidence secondaire en ville.

Même son nom – la Ferme – illustre le caractère différent de cette propriété. Que ce soit pour la nature qui l'entoure, pour l'héritage du premier ministre William Lyon Mackenzie King ou simplement pour sa valeur fonctionnelle, la Ferme demeure un lieu d'intérêt à nul autre pareil dans la politique canadienne.

Elle reflète certainement le rôle unique du Président de la Chambre des communes et demeure à ce jour un rappel de l'époque où le premier ministre Mackenzie King exerçait une charge publique.

# L'honorable Eleni Bakopanos, championne de la cause des femmes

Par l'hon. Sue Barnes



L'hon. Eleni Bakopanos.



*Le 10 mai 2021, Eleni s'est vu décerner la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec en reconnaissance de son engagement exemplaire en faveur de la promotion des femmes dans toutes les sphères de la société québécoise, particulièrement en politique. Elle lui a été remise par Marwah Rizqy, députée de Saint-Laurent à l'Assemblée nationale.*

Nous choisissons tous des chemins différents après la vie politique. L'honorable Eleni Bakopanos, députée du Québec pendant quatre mandats, soit de 1993 à 2006, a choisi de continuer de mettre en avant son intérêt pour la défense et le soutien du rôle des femmes dans la société. Elle a œuvré auprès de divers organismes et fait du mentorat. Ces deux activités ont été enrichissantes pour elle, et elle encourage toujours plus de femmes à les pratiquer.

Mme Bakopanos a déclaré ceci : « Je crois que j'ai la responsabilité, voire le devoir, de faire en sorte que les femmes, en particulier celles issues de diverses communautés et qui sont sous représentées en politique, aient la même chance incroyable et la même expérience inoubliable que moi de servir au Parlement du Canada. Je sais qu'en y augmentant le nombre de femmes, nous changerons la politique. »

À l'été 2021, Mme Bakopanos a reçu la Médaille de l'Assemblée nationale pour sa grande contribution à la cause des femmes du Québec. Comme bon nombre des activités et des célébrations qui ont lieu pendant la pandémie, cette médaille lui a été remise de manière virtuelle.

Mme Bakopanos a occupé plusieurs postes de direction dans une variété d'organisations de femmes du Québec, dont le Conseil des femmes de Montréal, le Bouclier d'Athéna, le Quebec Community Groups Network, le Business and Professional Women's Club et l'Association des anciennes étudiantes de McGill (son alma mater). D'ailleurs, elle préside l'événement Homecoming de l'Association des anciennes étudiantes de McGill, organisé pour célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire du groupe et le 200<sup>e</sup> anniversaire de l'Université McGill. En 2010, le Conseil des femmes de Montréal l'a nommée Femme de l'année.

« Avant et après ma carrière politique, j'ai fait du bénévolat auprès de plusieurs organismes à but non lucratif et organismes non gouvernementaux qui s'efforcent d'éduquer, d'autonomiser et de motiver les femmes et qui leur fournissent des services, et j'en ai même présidé quelques-uns. À titre de présidente, j'ai réussi à promouvoir une plus grande diversité et inclusivité au sein des conseils d'administration. J'ai également plaidé pour un financement gouvernemental plus stable et à long terme pour ces organismes. »

Dorothy Dobbie, présidente de l'ACEP, a exprimé ces quelques mots :

« La première fois que j'ai rencontré Eleni à une réunion de l'ACEP, elle était assise à l'avant, exactement là où j'aime m'asseoir. J'ai donc pris place à ses côtés. J'ai tout de suite reconnu en elle une âme sœur : elle était énergique, franche et totalement sincère. Elle m'a tout de suite plu. »

« J'aime son enthousiasme, sa gentillesse et sa volonté de s'investir et de faire avancer les choses. Elle a également un grand sens de l'humour. Dans le monde des ex-parlementaires, la capacité d'accepter et d'embrasser toutes les écoles de pensée est une qualité importante. Eleni possède cette capacité et respecte ses collègues, même si leur philosophie diffère de la sienne. Je suis très heureuse de l'avoir à mes côtés en tant que vice-présidente. Et l'Association a de la chance de pouvoir compter sur son dévouement et son engagement. »

Aujourd'hui, Mme Bakopanos consacre de nombreuses heures de bénévolat à ses intérêts, politiques ou non, et une grande partie de son travail actuel est de nature non partisane. Elle a récemment pris sa retraite de la présidence du conseil d'administration national d'À voix égales. Elle occupe actuellement la vice-présidence de l'Association canadienne des ex-parlementaires.

Elle a déclaré ceci : « L'une des expériences les plus mémorables et les plus émouvantes que j'ai vécues en tant que présidente du conseil d'administration d'À voix égales est d'avoir participé à trois reprises à notre événement phare, les Héritières du suffrage. Trois cent trente-huit jeunes femmes, une pour chaque circonscription fédérale, ont eu le privilège de siéger à la Chambre des communes et de faire des déclarations sur des questions de politique publique qui les concernent directement. Elles ont également eu l'occasion d'entendre les chefs de tous les partis politiques, y compris le premier ministre. Certaines des "héritières" qui ont été inspirées par leur expérience se sont déjà portées candidates à des charges publiques. »

Connaître Eleni en tant qu'amie et ancienne collègue, c'est comprendre son talent consciencieux et son énergie débordante dont de nombreux organismes ont profité au fil des ans. Elle parle couramment trois langues : l'anglais, le français et son grec natal. Elle a été la première femme née en Grèce à siéger à la Chambre des communes du Canada et est titulaire de l'Ordre de la République hellénique.

Au cours de sa carrière parlementaire, Mme Bakopanos a reçu l'Ordre du Portugal. Son travail ici et à l'étranger lui a valu d'autres reconnaissances, notamment le Prix européen des femmes, le Prix de l'hellénisme œcuménique, le Prix des médias ethniques canadiens pour le service public, ainsi que la médaille du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada.

Après une vie bien remplie en tant que députée d'Ahuntsic, Mme Bakopanos a d'abord joué un rôle de liaison avec le caucus de l'honorable Stéphane Dion, alors chef du Parti libéral du Canada. De retour chez elle, à Montréal, elle a occupé le poste de directrice principale des relations gouvernementales à l'Université McGill.

Aujourd'hui, sa famille, qui se compose de son mari Constantin, de ses deux filles adultes et de ses deux parents encore en vie, lui procure un plaisir constant, tout comme ses activités bénévoles qui remplissent ses jours et ses nuits. Mme Bakopanos, nous vous sommes tous reconnaissants pour votre service public continu.

L'hon. Sue Barnes a représenté la circonscription de London-Ouest de 1993 à 2006 en tant que députée libérale.

# Une grande réforme du mode de scrutin est nécessaire pour répondre aux besoins modernes

Par Lise Bourgault

Deux élections ont été organisées en tout juste quatre ans. Le taux de participation s'est élevé à 67,3 % aux élections de 2019 et à 62,3 % à celles de 2020. Ces deux élections ont coûté plus d'un milliard de dollars, un chiffre astronomique, avouons le, même si la démocratie en vaut la peine.

Le premier ministre Trudeau vient tout juste de nous donner l'occasion de repenser sérieusement le mode de scrutin, puisqu'il nous garantit que nous n'irons pas aux urnes avant quatre ans. Nous avons donc le temps de consulter, d'évaluer et de proposer au Parlement, avec l'aide d'Élections Canada, une grande réforme de la façon dont les électeurs voteront en 2025.

## La technologie doit être mise au service de la démocratie

L'élection du 20 septembre 2021, organisée en pleine pandémie, nous a montré les difficultés logistiques et organisationnelles auxquelles nous ferons face à l'avenir. En outre, les épidémiologistes prédisent que le coronavirus continuera d'empoisonner notre existence et qu'il est essentiel d'apprendre à vivre avec ce virus et possiblement d'autres. Le mode de scrutin actuel a fait ses preuves, mais nous devons relever les défis suivants à l'avenir :

- trouver des locaux convenables pendant une pandémie, surtout les jours de semaine;
- trouver du personnel électoral qui acceptent de travailler de plus longues heures par jour;
- encourager les électeurs âgés à aller voter;
- susciter de l'intérêt à l'égard du vote;
- réduire le coût des élections au Canada.

Nous avons été étonnés du nombre élevé d'électeurs qui ont choisi de voter



*Technology offers increased options to simplify the voting process.*

par la poste. Il convient de noter que cette formule pourrait être améliorée et que l'on pourrait examiner ses répercussions sur la logistique d'une élection.

Vote électronique : pourquoi ne pas envisager la possibilité qu'à l'avenir, chaque électeur possède un code électoral unique qui lui permettrait de voter à l'aide de son cellulaire?

Je suis convaincue qu'il existe beaucoup de facteurs impondérables dont il faut tenir compte, que je ne connais pas, et qu'il faudrait évaluer. L'Association des ex-parlementaires, tous partis confondus, serait selon moi un interlocuteur crédible auprès de l'électorat canadien.

Je propose la création d'un comité spécial qui serait composé d'ex-parlementaires et de spécialistes et qui, en collaboration avec Élections Canada, proposerait au Parlement une grande réforme du mode de scrutin avant la prochaine élection en 2025.

Lise Bourgault, ancienne députée progressiste-conservatrice de 1984 à 1993 et ancienne mairesse de Brownsburg-Chatham.

# Franche, mais bien-aimé, Mary Clancy

Par Ty Bradley

On dit de Mary Clancy qu'elle était une parlementaire sociable et appréciée. Elle parle souvent d'amitiés transparentes et a des histoires à raconter sur ses collègues de toutes allégeances politiques. Elle est parmi les seules au monde à donner comme références sur son CV Paul Martin et Jean Chrétien, ce qui témoigne de la capacité de l'ancienne députée d'Halifax à transcender les clivages.

Parmi les amis que Mary s'est fait tout au long de sa vie, il y a le regretté ancien candidat républicain à la présidence John McCain, son ancien adversaire progressiste-conservateur Terry Donahoe, et Bob Rae, ancien premier ministre de l'Ontario, qui était alors néo démocrate. Elle parle également avec beaucoup d'affection de ses camarades de caucus Shaughnessy Cohen et Herb Gray, aujourd'hui disparus.

Mary est une libérale dans l'âme, ses deux grands-pères s'étant engagés respectivement auprès des libéraux et des conservateurs. Mary se souvient que lorsque son père avait demandé la main de sa mère, il avait proposé de se convertir au catholicisme, ce à quoi le père de la future épouse avait répondu : « Quel dieu tu pries, cela ne regarde que toi, par contre, il faut que tu deviennes libéral! » Si Mary a toujours baigné dans la politique libérale, c'est de là que ça vient.

Mary se souvient que sa première mission de campagne avait été de livrer les résultats d'un scrutin en tricycle, alors qu'elle n'avait que trois ans. Mais c'est à l'adolescence qu'elle a commencé à faire sérieusement du travail de campagne. Depuis lors, elle a toujours été active en politique libérale. Elle est aujourd'hui vice-présidente du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse et de la section de la Nouvelle-Écosse du Parti libéral du Canada.

Mary vient d'une famille de femmes fortes et indépendantes. Sa mère a été la première femme à ne pas entrer en religion, mais à devenir plutôt directrice d'école. Sarah, la tante de Mary, a travaillé comme cryptographe à Bletchley, le site de décryptage des codes secrets pendant la Seconde Guerre mondiale, après qu'un commodore de la Marine l'ait vue faire



*Mary Clancy s'est assise avec nous pour parler de sa carrière, de ses motivations et de sa vie après le Parlement. Photo : CBC*

des mots croisés en à peine huit minutes pendant qu'elle attendait qu'on vienne la chercher après le travail. Sarah a occupé un poste hautement confidentiel dans le domaine du renseignement pendant les 22 années qui ont suivi.

Mary dit que lorsqu'elle était députée, la cause qui la motivait était celle des droits des femmes. Elle dit qu'aucune femme n'a jamais sorti la tête de la tranchée sans que quelqu'un ne tente de l'abattre. Malgré tout, elle affirme qu'elle n'a pas subi de discrimination sexuelle au cours de sa carrière parlementaire, et que ses collègues masculins étaient très ouverts d'esprit et qu'ils ne toléraient pas les discriminations flagrantes.

Elle se souvient que lors des journées de l'opposition, le chef libéral s'entourait des femmes du caucus, mais qu'une seule femme pouvait poser une question à la période des questions. Mary s'est battue avec succès pour qu'une femme obtienne le temps alloué au chef de l'opposition pour poser des questions certains jours où celui-ci était absent.

En tant que femme ayant un certain statut social et dont les parents étaient influents, Mary affirme qu'elle n'a jamais été victime de harcèlement sexuel, contrairement à certaines de ses amies pendant sa jeunesse. Elle salue également nombre de ses collègues et mentors libéraux, comme Herb Gray, pour l'avoir grandement

soutenue pendant qu'elle était parlementaire.

Mary s'attendait à sa défaite de 1997 face à Alexa McDonough. Elle se souvient qu'elle savait qu'elle perdrait quand elle avait vu les « commandos en tweed » (son terme pour désigner les agents politiques de l'extérieur de la ville) que le NPD avait envoyés en grand nombre dans la course électorale à Halifax. Après sa défaite, Mary a reçu un appel du premier ministre, qui lui proposait le poste de haute-commissaire en Haïti ou celui de consule générale à Boston. Elle a rapidement choisi Boston, car elle préfère les hivers froids aux chaleurs extrêmes. Gilles Bernier, député de Beauce et père de Maxime Bernier, du Parti populaire, avait obtenu le poste en Haïti.

Comme consule générale, Mary a étendu le rôle du bureau en utilisant son vaste réseau de relations. Elle s'arrangeait souvent pour que des ministres du Cabinet et des premiers ministres se rendent en Nouvelle-Angleterre pour une visite et pour donner des conférences à Harvard. Mary a eu un mandat exceptionnellement long lorsqu'elle était consule générale, puisqu'on lui a demandé de rester un an de plus afin d'assurer la continuité pendant la période d'agitation qui a suivi les événements du 11 septembre.

Mary a occupé pendant un an le poste de présidente du Collège de Burlington, au Vermont. C'est une femme aux opinions tranchées et, pendant son séjour au Vermont, elle a fait la connaissance de Bernie Sanders, qu'elle n'apprécie guère. Mme Clancy affirme que Bernie Sanders n'est pas un féministe, et qu'il avait fait « en plaisantant » des commentaires désobligeants sur sa femme dans son dos. Mary Clancy n'approuve pas les gens qui se comportent ainsi. Elle se souvient également que lors d'un sommet entre Burlington aux États Unis et Burlington au Canada, M. Sanders, alors membre du Congrès, s'était montré visiblement impatient pendant le spectacle de danse d'une délégation autochtone.

Mme Clancy avait critiqué Bernie Sanders en disant : « Au Canada, lorsque nous participons à un événement, surtout s'il est

parrainé par des Autochtones, il est extrêmement impoli de ne pas rester jusqu'à la fin. » M. Sanders est quand même parti plus tôt que prévu, malgré l'avertissement. Mme Clancy dit du sénateur Sanders qu'« il n'est pas un homme très gentil », et admet qu'elle « ne l'aime tout simplement pas ».

Bien que Mary déteste les réunions sur Zoom, elle a réussi à maintenir son engagement communautaire tout au long de la pandémie. En plus de son engagement

au sein de son parti, elle siège au conseil d'administration du théâtre Neptune, qui est incontournable sur la scène culturelle d'Halifax. Mary défend le théâtre et travaille pour qu'il obtienne davantage de fonds des gouvernements fédéral et provincial. Mary intervient également régulièrement comme analyste politique pour divers médias.

Lorsqu'on lui demande quels conseils elle donnerait aux parlementaires actuels,

elle commence par plaisanter en disant que tout le monde devrait traverser le parquet pour se rallier aux libéraux, mais elle ajoute ensuite : « Profitez-en. Vous n'éprouverez jamais autant de satisfaction que celle que vous procurez même les petites victoires. N'oubliez pas non plus qu'il est possible d'être plein d'esprit et incisif, sans pour autant cesser d'être gentil. »

*Mary a été députée libérale d'Halifax de 1988 à 1997.*

## L'hon. Tony Clement

« Depuis que j'ai quitté le Parlement, je ne me suis pas retiré de la vie publique. »

Par Ty Bradley

Cela ne fait pas longtemps que Tony Clement est un ex-parlementaire, puisqu'il n'a pris sa retraite qu'en 2019. Il a eu une longue et prestigieuse carrière en politique provinciale et fédérale comme ministre dans les gouvernements de l'ancien premier ministre de l'Ontario Mike Harris et du très honorable Stephen Harper. « Depuis que j'ai quitté le Parlement, je ne me suis pas retiré de la vie publique », a-t-il dit. Il a « continué de vivre à fond ».

Ces deux dernières années, M. Clement s'est investi auprès d'une demi-douzaine de jeunes entreprises canadiennes des secteurs de la santé et des technologies, et il a été un commentateur très apprécié sur les questions touchant l'économie, les affaires et la politique. Son émission « Boom and Bust » est diffusée sur une chaîne de télévision par câble et a reçu des invités comme l'ancien premier ministre Brian Mulroney, l'ancien directeur parlementaire du budget Kevin Page ainsi que les ministres des Finances de l'Alberta, du Manitoba et de l'Ontario. Bien que nombre de ses invités soient des conservateurs, l'émission s'intéresse aussi à d'autres courants de pensée, comme c'est souvent le cas avec Sandra Pupatello, qui était ministre dans le gouvernement de l'ancien premier ministre de l'Ontario McGuinty. M. Clement travaille actuellement avec Mme Pupatello sur une initiative nationale destinée à rendre les chaînes d'approvisionnement du Canada plus sûres.

M. Clement anime avec l'homme d'affaires Jodie Jenkins une balladoémission appelée *And Another Thing Podcast*. Cette émission compte maintenant une certaine d'épisodes. Les politiciens, surtout des conservateurs, y sont invités régulièrement, mais les sujets traités dépassent le cadre de la politique. Parmi les invités, il y a des musiciens, des sportifs, des entrepreneurs et des journalistes de renom.



*L'hon. Tony Clement.*

M. Clement est un passionné de musique. Tous ceux qui le suivent sur son compte Instagram verront qu'il publie régulièrement sur les guitares et le rock 'n' roll. Il anime d'ailleurs une émission mensuelle de radio locale intitulée « Tony's Rockin' Shindigs », dans laquelle il partage ses goûts musicaux raffinés avec les auditeurs de Muskoka.

M. Clement est satisfait du bilan de son gouvernement et particulièrement de l'établissement d'un plan de préparation à une éventuelle pandémie, après l'épidémie de SRAS en 2003, une réalisation politique dont il est fier. M. Clement avait piloté cette initiative politique alors qu'il était ministre de la Santé. Il est aussi content de son bilan comme ministre de l'Industrie, notamment au chapitre du renforcement des chaînes d'approvisionnement canadiennes, une autre question stratégique dont on parle davantage aujourd'hui en raison de la pandémie. À la fin des années au pouvoir du gouvernement

Harper, M. Clement a été président du Conseil du Trésor, une fonction qu'il a exercée en mettant l'accent sur la responsabilité financière et l'équilibre budgétaire.

Lorsqu'on lui pose la question de savoir si le pays serait différent s'il avait remporté la course à la direction du Parti conservateur en 2003, M. Clement répond clairement qu'il a été ravi d'avoir eu la chance de participer à la même course à la direction que l'ancien premier ministre Stephen Harper. M. Clement dit que M. Harper et lui n'ont pas la même personnalité, et que si c'est lui qui avait remporté la course, les choses seraient certainement un peu différentes, mais ajoute que M. Harper est un « gars impressionnant », et qu'il lui est reconnaissant de lui avoir permis de servir à ses côtés au gouvernement.

Quand on lui demande quel conseil il donnerait aux parlementaires actuels et futurs, M. Clement insiste sur l'équilibre. Il dit que oui, servir son pays c'est important, mais que les parlementaires doivent aussi se rappeler que la priorité, c'est leur santé mentale.

« C'est tellement facile de perdre son équilibre au Parlement, de s'éloigner de sa famille et de se laisser happer par le moment présent », a expliqué M. Clement.

M. Clement a été aux prises avec des problèmes de santé mentale, et il invite chacun à trouver des stratégies d'adaptation pour protéger sa santé mentale, comme la méditation ou la prière. Il ajoute qu'il pourrait aussi donner des conseils sur des questions plus politiques, comme choisir ses combats, mais qu'il pense que le bien-être est vraiment l'aspect le plus important de la vie parlementaire sur lequel il pourrait être de bon conseil.

*L'hon. Tony Clement a été député conservateur de Parry Sound—Muskoka de 2006 à 2019.*



L'hon. Frank Oberle.

# La démocratie en péril

Par l'hon. Frank Oberle

La gouvernance n'est pas à son apogée au Canada. Le faible niveau de confiance des Canadiens envers leurs gouvernements et envers la démocratie est troublant, et de nombreux électeurs croient que les élections ne servent qu'à une chose, c'est-à-dire élire des représentants qui placent leur idéologie au-delà des besoins et des attentes des citoyens. À la fin des années 1960, près de 80 % des citoyens canadiens, tout comme leurs voisins américains, exprimaient un niveau élevé de confiance et de soutien envers leur gouvernement. Des sondages plus récents montrent que ces niveaux se situent entre 20 et 30 %. Les citoyens perdent espoir.

Lorsque l'on ne fait pas confiance aux gouvernements, les conséquences sont nombreuses : il devient de plus en plus difficile d'obtenir le soutien des citoyens pour de nouvelles orientations, les politiques gouvernementales sont rejetées en bloc indépendamment de leur mérite, les citoyens se désengagent de la démocratie, ce qui conduit à un électoralat de moins en moins informé et les mandats et les règles du gouvernement sont moins respectés (Putnam, 2000). Tout cela entraîne une baisse du rendement du gouvernement, car celui-ci a plus de mal à agir, ce qui renforce la méfiance à son égard. C'est un véritable cercle vicieux.

Le modèle de gouvernance du Canada n'a jamais été considéré comme trop ouvert, engageant, transparent ou consultatif. En fait, on peut reprocher aux récents gouvernements d'aller dans la direction opposée. Pourtant, ces mêmes valeurs que sont l'ouverture, l'engagement, la transparence et la consultation définissent en grande partie notre société moderne. De plus en plus, les citoyens appliquent ces valeurs dans leur travail quotidien et dans leur vie privée, mais pas avec leur gouvernement.

Pour évaluer les perspectives du Canada dans ce climat de changement révolutionnaire, nous devons d'abord

et avant tout être convaincus de la stabilité de notre propre système politique. Nous devons donner aux Canadiens des raisons de retrouver un niveau de confiance beaucoup plus élevé, car celui-ci s'est effrité au cours des dernières décennies. Nous devons susciter un nouvel engagement envers les principes les plus fondamentaux et cardinaux de la démocratie.

Il existe de nombreux modèles de règles et de procédures électorales parmi les démocraties occidentales. Certains éléments pourraient être retenus pour concevoir un système canadien digne de l'appui et de la confiance de la population et constituant un premier pas essentiel vers le progrès.

Compte tenu de l'énorme pouvoir que notre constitution a conféré à la fonction de premier ministre, il est tout simplement absurde de laisser à un petit nombre de citoyens (un groupe restreint de membres d'un parti politique) le soin d'élire un chef de parti qui pourra ensuite diriger le pays. Lors d'une élection générale, il n'est pas rare de voir un premier ministre prendre le pouvoir avec moins de 40 % des suffrages exprimés. Les démocrates d'ailleurs considéreraient qu'il n'est pas moins singulier d'élire des candidats à la Chambre des communes ou à l'une des assemblées législatives provinciales avec moins de 50 % du vote populaire.

Le meilleur exemple pour illustrer les dangers de gouverner sans la confiance de la population est sans doute le résultat des élections de 1993. Avant cette élection, il était devenu évident que seule une réforme fondamentale majeure du système d'imposition pouvait empêcher une grave catastrophe à notre intégrité fiscale et monétaire. Le gouvernement s'est alors tourné vers ses partenaires des économies de marché du monde occidental pour s'inspirer et se guider. Il a découvert que tous ces pays, à l'exception des États-Unis, s'appuyaient sur une taxe à la consommation comme

principal pilier pour leurs exigences en matière de revenus.

À l'époque, je faisais partie du cabinet de Brian Mulroney. En observant le moral de la population, aucun d'entre nous ne se faisait d'illusions sur le fait qu'avec l'imposition de la taxe sur les produits et services, nous serions respectés pour avoir choisi la bonne voie plutôt qu'une approche politiquement opportune. Personne, cependant, n'aurait anticipé le verdict de l'électorat. Non seulement nous avons perdu 150 des 152 sièges que nous détenions avant les élections, mais le parti lui-même n'a pas survécu au choc.

Sur la question de la réforme électorale, il faudrait se concentrer sur trois éléments du système actuel qui le rendraient conforme aux pratiques de la plupart des autres administrations et à tous les principes généralement acceptés de la démocratie.

La conclusion est évidente. Le système de gouvernance actuel du Canada n'est tout simplement pas à la hauteur des défis de la société d'aujourd'hui, et encore moins de celle de demain. Au lieu de proposer des solutions politiques novatrices, des défis tels que la réforme électorale, l'engagement des citoyens, la mondialisation du commerce, les changements climatiques, les soins de santé et l'inégalité économique sont devenus des problèmes insurmontables. Les tendances inquiétantes vers la réorganisation de l'influence et de la force militaire, économique et idéologique des superpuissances mondiales, qui se manifesteront dans le nouvel ordre mondial, sont peut-être encore plus alarmantes.

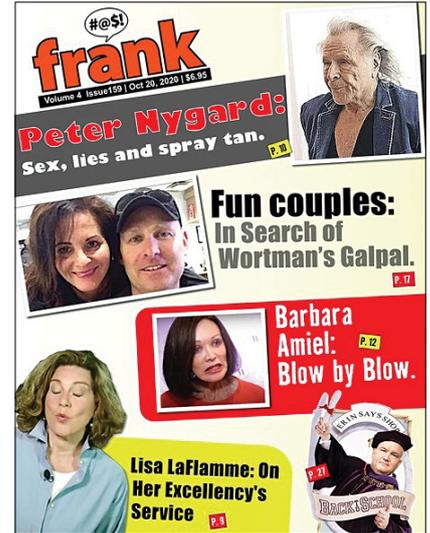
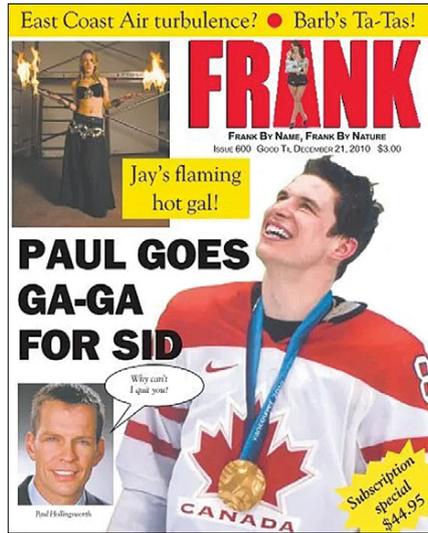
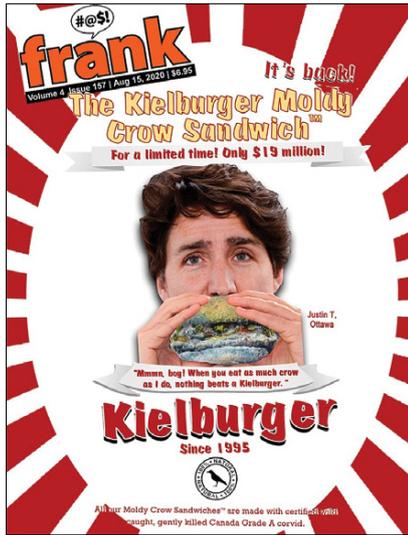
Si nous voulons prendre la place qui nous revient dans cet ordre, nous devons absolument changer fondamentalement notre façon de nous gouverner. Nous avons besoin de solutions. Maintenant.

L'hon. Frank Oberle était le député progressiste-conservateur de Prince George-Peace River de 1972 à 1993.

# Qui est Frank?

## L'histoire du magazine Frank

Par Hannah Judelson-Kelly



Faire de la politique est généralement considéré comme une affaire sérieuse; cela émane du désir de servir la population et se traduit par l'adoption de lois et de politiques pour rendre le pays meilleur. Pourtant, avec le métier de politique, si sérieux soit-il, viennent l'humour et la satire; ce sont les deux revers d'une même médaille. Le Canada a une histoire de satire politique et historique, avec des personnages comme le caricaturiste politique Serge Chapleau et la série en ligne Beaverton.

Le magazine satirique Frank n'est pas différent : il apporte de la légèreté tout en ironisant sur des événements politiques au Canada (et à l'étranger). Cependant, l'histoire de ce magazine est tout sauf drôle, car elle a connu son lot de rebondissements depuis le début. En effet, le magazine a une vie mouvementée, puisqu'il a fait l'objet de multiples poursuites pour diffamation de la part des personnes dont il parlait.

Ce qui l'a peut-être le plus rendu célèbre, c'est l'article « Déflorer Caroline Mulroney », paru en 1992, qui a été largement critiqué pour ses intentions offensantes et éthiquement douteuses. Certes, la satire a pour but de provoquer, mais beaucoup ont estimé que cet article dépassait les bornes.

La première édition nationale est parue en 1989; et puisque le magazine faisait dans la satire politique, il se nourrissait des potins de la Colline et d'événements réels qu'il présentait sous

forme de comédie pour montrer les travers de la société et de la politique canadiennes. Cette première mouture du magazine a pris fin en 2004. Mais elle a été reprise de 2005 à 2008, et le magazine a recommencé à paraître en 2013.

Malgré ces déboires, le rôle de la satire et de la critique politique constructive reste plus important que jamais, et c'est un flambeau que le magazine Frank continue de porter. Il est clair que le magazine a connu des hauts et des bas au fil des ans. Pourtant, il continue de prendre son rôle de satire politique très au sérieux, publiant régulièrement de nouvelles satires. En tant que référence de la satire politique au pays, Frank joue un rôle important pour fournir au Parlement une rétroaction constructive faite de manière à susciter un dialogue ouvert.

La satire est censée amener des échanges enjoués entre politiciens et critiques. Le magazine Frank sera peut-être le premier à dire que ce dialogue ne prend pas toujours la forme d'une collaboration ouverte, mais comme dans toute démocratie, il faut insister sur l'importance de la liberté d'expression et de la critique. Après tout, la critique est un moyen permettant d'améliorer les politiques et les lois. Une bonne satire incite également les gens, notamment les politiciens, à ne pas se prendre trop au sérieux. Et dans un contexte de pandémie, avec

des changements chaque semaine, tout ce dont nous avons besoin, parfois, c'est de rire un bon coup. Bien sûr, le travail des parlementaires est extrêmement important, stressant et chronophage. Mais une bonne satire nous renvoie à notre humanité et nous pousse à réfléchir.

Même le nom du magazine – Frank – évoque une relation d'honnêteté entre le journal et son lectorat. Après tout, qu'est-ce que la satire sans franchise? Bien sûr, cela ne signifie pas que le magazine réussira à tous les coups. Mais comme référence en matière de satire au Canada, Frank porte une grande responsabilité. En étant ouvertement une voix discordante, le magazine suscite un discours de réflexion et d'amélioration au sein de la société. Non seulement il donne un autre son de cloche, dans le monde de la politique, mais il attire aussi l'attention de manière subtile, mais efficace, sur des histoires nationales méconnues.

Il ne se prive pas non plus de se tourner en dérision. Il comprend que pour se moquer des autres de manière crédible, il faut accepter de voir ses propres faiblesses et d'être un objet de risée.

Dans sa nouvelle mouture, le magazine Frank est dans une position cruciale qui lui permet de faire des critiques et des remarques aux politiciens d'une manière qui favorise la communication ouverte et la collaboration. Il invite les politiciens, les médias, ceux qui écrivent et le public à prendre part aux discussions sur l'actualité et la politique.

# Qui est à l'origine des paroles mémorables prononcées par nos premiers ministres?

Les rédacteurs de discours derrière les dirigeants politiques canadiens

Par Gina Gill Hartmann

Les dirigeants politiques sont véritablement tributaires des communications écrites – pendant une campagne électorale, des mots qui portent peuvent faire gagner un candidat, et devant une tragédie, des mots qui expriment résilience et sincérité peuvent remonter le moral d'un pays. Des paroles qui donnent confiance peuvent avoir de l'influence en période d'incertitude. Pour les dirigeants politiques qui sont dans les plus hautes sphères du pouvoir, sur la Colline du Parlement, et qui parlent au nom de tous les Canadiens, les mots qu'ils prononcent sont chargés de sens.

Derrière chaque dirigeant politique se cache un rédacteur – quelqu'un qui l'aide à peaufiner son message. Les dirigeants ont souvent besoin de gens pour rédiger leurs messages de manière à susciter de l'émotion; et en politique, cela prend tout un village, comme on dit.

Pour Scott Reid, qui était le rédacteur de discours de l'ancien premier ministre Paul Martin, la principale différence entre la rédaction d'un discours et les autres formes d'écriture réside dans la manière de donner une structure et du rythme à un texte.

« La différence essentielle est dans le rythme – le rythme est dicté par le ton de la personne qui parle. Un bon rédacteur de discours est quelqu'un qui s'adapte à la personne pour laquelle il écrit, a-t-il déclaré. Il faut savoir saisir les rythmes qui font vibrer un auditoire. J'aime la simplicité, la cadence et aussi la persuasion implicite inhérente à un discours, parce qu'en fin de compte, le but est de chercher à plaire à l'auditoire pour qu'il partage votre point de vue. »

Pour L. Ian MacDonald, rédacteur de discours de l'ancien premier ministre Brian Mulroney, le plus important est de s'assurer que ce qu'on dit est exact.

« Au Cabinet du premier ministre, j'ai appris qu'il faut étayer ses propos par des faits, car ce que l'on dit sera décortiqué par la presse, qui ne fait que son travail », se souvient-il.

Selon Chris Mallinos, ancien rédacteur de discours de Tom Mulcair, quand ce dernier était chef du NPD, pour capter l'attention de l'auditoire, il faut saisir l'instant.

« La principale différence entre la rédaction de discours et les autres formes



Scott Reid.



L. Ian MacDonald.



Chris Mallinos.

d'écriture, c'est que les mots que l'on écrit sont destinés à être entendus, et non lus. Ce que l'on écrit doit être parfaitement clair et séduisant du premier coup, car l'auditeur ne peut pas revenir en arrière pour réentendre ce qui vient d'être dit. Si on n'arrive pas à faire passer son message à ce moment-là, c'est trop tard, et on ne peut jamais retrouver cet instant perdu. »

Savoir ou non saisir ce moment peut revenir à faire ou défaire une carrière politique, et l'une des façons de toujours retenir l'attention du public, c'est de parler avec son cœur.

« Au bout du compte, l'une des choses qui importent le plus, c'est ce que les gens éprouvent en vous écoutant, car votre auditoire ne retiendra qu'une petite partie des mots que vous aurez prononcés, mais il se rappellera ce qu'il a ressenti en les entendant, a déclaré M. Mallinos. Ce dont les gens se souviendront c'est si vous leur avez donné l'impression que vous les écoutiez et les compreniez, si vous leur avez transmis de l'énergie et le goût d'agir, ou si vous étiez coupé de leur réalité. »

Même si les personnes qui prononcent les discours ne les ont peut-être pas entièrement écrits, MM. Reid, MacDonald et Mallinos ont déclaré qu'elles participaient pleinement au processus – et qu'elles s'exprimaient dans leurs propres mots.

« Le discours appartient à la personne qui le prononce. Il n'y a pas beaucoup d'autres métiers qui exigent plus d'humilité que le nôtre, car le message n'est pas à vous, mais à la personne qui le livre. Si je me fie à mon

expérience, les politiciens avec lesquels j'ai travaillé se soucient énormément des discours qu'ils vont prononcer et des questions qu'ils y abordent, et ils s'investissent généralement à fond dans le contenu et le processus », a déclaré M. Reid.

Chaque rédacteur se souvient de moments marquants qu'il a vécus pendant qu'il était sur la Colline.

Même si M. MacDonald avait quitté le bureau du premier ministre en 1990, il n'oubliera jamais le jour où Nelson Mandela est venu sur la Colline, après sa libération de prison.

« Étant donné la position prise par le Canada à l'égard de l'apartheid et de sa libération, M. Mandela avait appelé le premier ministre pour lui dire : "J'aimerais que mon premier discours devant un parlement libre soit prononcé au Canada", et M. Mulroney avait répondu : "Voulez-vous que j'envoie un avion aujourd'hui ou demain?" C'était incroyable d'être témoin d'une chose pareille. »

Concernant les discours, M. MacDonald se souvient très clairement d'avoir travaillé sur l'adresse conjointe de M. Mulroney au Congrès américain au sujet du libre-échange, des pluies acides et de la fin de la guerre froide en 1988.

« Pour ce qui est du libre-échange, nous avons conclu un accord avec les États-Unis en 1987, quelques heures seulement avant l'expiration de la procédure accélérée donnant au président le pouvoir de négocier. L'ALE était alors devant le Parlement à Ottawa, il allait aussi être présenté au

Congrès à Washington et, bien sûr, c'était Penjeu déterminant de l'élection de 1988. »

Pendant le temps que M. Reid a passé au Parlement, il a appris l'importance de la structure.

« Le premier ministre Martin se passionnait pour les discours, un trait qu'il a hérité de son père. Il avait des opinions bien arrêtées sur la structure et le ton. Il avait aussi des points de vue très tranchés sur la structure, ce qui donnait lieu parfois à de longues séances de révision, et c'était extrêmement formateur pour un jeune comme moi, à l'époque. Cela m'a obligé à apprendre et à aimer la structure. »

M. Reid se souvient également d'avoir écrit un discours pour le premier ministre Martin et de l'avoir analysé avec lui sur le chemin de la conférence de Couchiching. Il se sentait confiant quant au contenu, mais lorsque le premier ministre s'est endormi pendant le long trajet, il a

marmonné dans son sommeil que le discours devait être entièrement réécrit.

« Quand nous sommes arrivés à destination, il a dit d'aller dans sa chambre pour retravailler le discours. Cela m'a appris qu'il ne fallait pas penser une seconde qu'un discours est terminé tant que les mots ne sortent pas de la bouche même de l'orateur. »

M. Mallinos n'oubliera jamais ce jour dans l'histoire du Canada où tout s'est arrêté sur la Colline : la fusillade au Parlement, en 2014.

« Il y avait beaucoup de confusion et d'incertitude cette journée-là. Lorsque j'ai écrit le discours à la Chambre de Tom, le lendemain de la fusillade, je me souviens avoir pensé que comme c'était le chef de l'opposition officielle, des millions de Canadiens allaient peut-être l'écouter. C'était un moment difficile et chargé d'émotion pour le pays; c'était

donc un discours important, se souvient-il. Il devait exprimer la sympathie et le chagrin, la solidarité et l'unité, mais aussi le refus de se laisser ébranler par cette attaque perpétrée au cœur de notre démocratie. Il devait faire beaucoup de choses à la fois, et Tom a vraiment été à la hauteur de la situation. »

Les dirigeants politiques représentent leurs électeurs dans toutes sortes de mouvements, de façons de penser et d'activités. Leurs messages doivent être bien rythmés, factuels et inspirants, et leurs paroles devraient être gardées en mémoire et citées pendant longtemps pour avoir ému et marqué ceux qui les ont entendus.

Ceci n'est qu'une chose de plus que les dirigeants politiques sont censés faire avec humour et aisance. Les rédacteurs de discours les soutiennent dans cette mission, simplement par les mots.

# Le rôle des médias dans les élections mérite un examen approfondi

Par l'hon. Bill Blaikie

*Imprimé avec autorisation et tiré d'un article publié le 4 octobre 2021 par l'Institut Broadbent*

L'analyse des élections fédérales canadiennes de 2021 a duré quelques semaines. Une bonne partie de cette analyse a tourné autour du fait qu'il s'agissait d'un exercice quelque peu inutile, c'est-à-dire d'élections non nécessaires qui ont mené à la composition d'un Parlement quasi identique au précédent. Une partie de l'analyse a porté sur le rôle du Parti populaire de Maxime Bernier, une autre sur la volte-face d'Erin O'Toole au sujet de l'interdiction de certaines armes à feu et sur sa position ambiguë concernant la vaccination obligatoire, et bien sûr, une autre encore sur le mécontentement persistant suscité par la tenue d'élections inutiles. Il ne s'agit pas d'une énumération exhaustive.

Les élections sont des événements compliqués.

Mais s'il y a un facteur qui ne reçoit pas beaucoup, voire pas du tout, d'attention des médias, c'est le rôle des médias eux-mêmes. Je pense en particulier à deux types d'influences médiatiques, même s'il y en a plus, sans aucun doute.

La première est le déclenchement des

élections comme telles. Sans chercher d'excuses à M. Trudeau, qui était ultimement responsable, je crois que le battage médiatique, sans examen critique, autour de possibles élections dans les mois qui les ont précédées a créé un environnement dans lequel Justin Trudeau était plus susceptible de penser qu'il pouvait s'en tirer à bon compte. Au lieu de faire ses choux gras d'éventuelles élections, on aurait dû s'intéresser davantage à la façon dont la tenue de telles élections allait contrevenir à l'esprit, sinon à la lettre, de la loi sur les élections à date fixe, ainsi qu'à la situation difficile dans laquelle M. Trudeau plaçait la gouverneure générale nouvellement nommée. Il aurait été bon de rappeler plus souvent que M. Trudeau était en train de faire la même chose que Stephen Harper en 2008. Tous deux ont rejeté la responsabilité d'un Parlement prétendument toxique sur l'opposition, alors que leurs propres députés avaient reçu la consigne de créer un tel climat.

La deuxième est le rôle que le débat en anglais mis en scène par les médias a joué dans le renversement du déclin du Bloc Québécois au Québec. La question, sans doute malavisée, posée au chef du Bloc sur une loi discriminatoire du Québec a permis à ce dern-

ier de jouer la carte du dénigrement du Québec et, à partir de là, le déclin du Bloc a commencé à diminuer. Sans cette question, et la tournure qu'elle a prise, il est concevable, et même probable, que les libéraux, les conservateurs et les néo-démocrates auraient remporté les sièges qu'ils ont pourtant perdus de justesse au profit du Bloc. Non seulement cela, mais dans la mesure où le retournement de situation en faveur du Bloc, après le débat, a compliqué les choses pour les libéraux au Québec, il a eu aussi une incidence à l'échelle nationale, puisque cela a permis aux libéraux d'instiller la crainte d'une victoire des conservateurs et d'arracher des votes de progressistes au NPD.

La nouvelle législature est presque identique à la précédente, mais cela n'aurait pas nécessairement dû être ainsi. Le rôle que les médias ont joué, entre autres, en facilitant le déclenchement des élections et en permettant que soit posée une question qui a changé la donne, est un aspect des élections fédérales de 2021 qui mérite une analyse plus approfondie.

L'hon. Bill Blaikie a été député du Nouveau Parti démocratique dans la circonscription connue sous les noms de Winnipeg-Birds Hill, Winnipeg-Transcona, Transcona-Elmwood et Elmwood de 1979 à 2015.

# Parfois, un journal, ça peut parler de choses difficiles à digérer...

## Une petite histoire du Hill Times

Par Jim Creskey

C'était la meilleure des époques : le mur de Berlin venait de tomber, la guerre froide était terminée et on parlait avec optimisme de l'environnement et des dividendes de la paix. Mais c'était aussi la pire des époques à certains égards : les taux hypothécaires résidentiels dépassaient les 13 %, le Canada s'enfonçait dans une récession et le taux de chômage montait en flèche, au-dessus de la barre des 10 %. Pour beaucoup de gens, le printemps de l'espoir était devenu l'hiver du désespoir. C'était une période risquée, mais c'était aussi une période où il fallait prendre des risques.

C'est à ce moment-là que Ross Dickson et moi avons pensé créer un nouveau journal là où on en avait le plus besoin. Et c'est ce que nous avons fait.

Le premier numéro du Hill Times est sorti le 5 octobre 1989, et le journal n'a jamais cessé d'être publié depuis.

Dans les jours qui ont précédé le déménagement du journal dans ses vieux bureaux style Art déco, derrière le CPM, une jeune journaliste était arrivée de Yellowknife et s'était mise immédiatement au travail pour se constituer un carnet d'adresses et se forger une réputation qui allaient lui permettre de devenir l'une des journalistes les plus humbles et les plus respectées de la Colline du Parlement. Kate Malloy est non seulement devenue rédactrice en chef du Hill Times, mais elle a aussi lié toute sa carrière journalistique au petit journal qui n'a cessé de grandir. C'est grâce à son engagement indéfectible que le Hill Times est passé de tout petit journal ne comptant qu'un seul journaliste au plus grand organe de presse parlementaire au Canada.

Les gouvernements se sont succédé : Mulroney, Campbell, Chrétien, Martin, Harper et aujourd'hui Trudeau – et pendant tout ce temps-là, le Hill Times a continué de se développer. Le premier site Web du journal a été créé en 1995, soit bien avant que la plupart des gens se rendent compte que la révolution numérique allait bouleverser le monde de la presse écrite.

Aujourd'hui, le Hill Times est toujours un journal imprimé, qui paraît deux fois par semaine. En cette ère de prolifération de gadgets à écran et d'invasion des mé-

dias sociaux, il est encore possible de faire quelque chose de spécial avec du papier journal. Prenez quelques instants, si vous ne l'avez pas déjà fait, pour jeter un coup d'œil sur le numéro spécial consacré à la première Journée nationale de vérité et de réconciliation du Canada; vous pouvez le télécharger gratuitement sur le site Web Hilltimes.com.

Mais même si nous aimons les éditions imprimées, nous savons qu'aucun journal n'a pu survivre à la révolution numérique sans se transformer pour devenir une importante source d'informations et de commentaires en ligne. Et le Hill Times ne fait pas exception à la règle. Les rédactrices Kate Malloy, Charelle Evelyn et Samantha Wright-Allan assurent la supervision d'un site Web de nouvelles de dernière heure et de bulletins d'information spécialisés qui foisonnent de contenu sur la politique et les politiques canadiennes, et ce, sept jours sur sept.

Mais se vanter d'avoir un journal d'initiés qui offre une couverture complète de la politique et des politiques, présentant des informations de première main, ça commence à être un peu indigeste. Alors, je vais conclure en vous parlant d'un article difficile à digérer, tiré d'un ancien numéro du Hill Times. Cet article avait été écrit par Bill Curry, qui est chef adjoint du bureau du Globe and Mail à Ottawa, et qui a été rédacteur adjoint du Hill Times à une certaine époque. Bill a écrit ceci pour un numéro anniversaire du Hill Times en 2009 :

« ... Je travaillais sur les dépenses de Mel Cappe, qui était greffier du Conseil privé, et les reçus montraient qu'il mangeait dans des restaurants chics, mais pas plus que ce à quoi on pourrait s'attendre. »

« Avec une rubrique entière "Civil Circles" à remplir, je me suis convaincu qu'il devait bien y avoir quelques lecteurs qui aimeraient savoir où déjeune le fonctionnaire le plus puissant du pays. L'histoire s'est poursuivie dans cette veine. Il ne s'agit pas d'un exposé, mais plutôt d'un coup d'œil sur la vie dans les plus hautes sphères du pouvoir. »

La semaine suivante, un homme, que Bill avait qualifié de « trapu », s'était présenté avec un paquet à la salle de rédaction du Hill Times sur la rue Sparks.

« C'était une grande enveloppe brune provenant du Bureau du Conseil privé... Je l'ai ouverte et j'ai sorti son contenu : un sandwich de pain blanc à la mortadelle dans un sac Ziplock. Il y avait aussi une note. »

Dans le numéro suivant du Hill Times, on avait publié une photo de son rédacteur en chef adjoint faisant semblant d'attaquer son sandwich du BCP.

Des années plus tard, Bill a finalement rencontré Mel Cappe en personne pendant le huis clos du budget de 2009.

M. Cappe lui a dit : « Tu me dois un déjeuner! »

Les choses ne s'oublient pas facilement à Ottawa, et les sandwiches indigestes à la mortadelle, en particulier, se conservent longtemps.

« Je lui ai répondu, a écrit Bill, que Kate Malloy, du Hill Times, venait de me demander de raconter l'histoire du sandwich à la mortadelle... » Il avait ri et dit que ses conseillers, au BCP, lui avaient recommandé de ne pas envoyer le sandwich. Son personnel l'avait averti que les journalistes n'avaient pas le sens de l'humour.

« Il se trouve que c'était tout le contraire », avait-il dit. »

Si je devais envoyer un sandwich à la mortadelle à quelqu'un pour lui faire une blague, je l'aurais fait avec du pain de seigle de la boulangerie Rideau; mais à l'époque, Mel Cappe n'avait probablement pu trouver que du pain blanc sur la rue Sparks.

M. Cappe est toujours actif, et a été cité dans le Hill Times en septembre par le journaliste Neil Moss au sujet de la tiédeur de la réaction face au retrait d'Afghanistan pendant une élection fédérale.

Aujourd'hui, la grande salle de rédaction et les bureaux aux planchers de chêne du Hill Times, sur la rue Queen, recommencent lentement à se remplir, après presque deux ans de télétravail imposé par la COVID-19 pour les 46 personnes travaillant pour le journal et ses publications sœurs.

Les gens reviennent petit à petit, et on les entend rire de nouveau. Le sens de l'humour n'a pas disparu au Hill Times.

*Jim Creskey est l'un des rédacteurs fondateurs et éditeurs du Hill Times.*

# Le bloc commercial transpacifique se porterait mieux sans la Chine

Par l'hon. David Kilgour et David Matas

L'un des grands objectifs du Partenariat transpacifique (PTP), qui devait englober près de 40 % du commerce mondial, était de faire en sorte que les pays fondés sur la primauté du droit, et non la Chine, établissent les règles de l'économie mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle.

L'administration Obama était d'avis que le PTP stimulerait la croissance économique et créerait de l'emploi, tout en servant les intérêts stratégiques des États-Unis en Asie. Pour sa part, Trump considérait qu'il ajoutait au déclin américain dans le secteur manufacturier et s'en est retiré dès son entrée en fonction en 2017.

Les onze signataires restants ont poursuivi les pourparlers, cherchant à sauver le pacte malgré l'absence des États-Unis. Leurs efforts ont abouti à l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressif (PTPGP), qui avait déjà été ratifié par une majorité de membres, dont le Canada, et qui est entré en vigueur le 30 décembre 2018.

En février 2021, après son départ officiel de l'Union européenne, le Royaume-Uni a demandé à adhérer au PTPGP. Taïwan et la Chine ont aussi posé leur candidature récemment, ce qui a poussé l'administration Biden à leur emboîter le pas dans le cadre de son programme Build Back Better World.

La négociation de l'adhésion de la Chine s'est heurtée à de nombreux obstacles. La plupart des gouvernements démocratiques déplorent la façon dont Xi Jinping traite outrageusement les travailleurs, les agriculteurs, les Hongkongais, les Tibétains, les adeptes du Falun Gong, les Ouïghours, les chrétiens et d'autres communautés. L'État policier dystopique fait appel au travail forcé.

Le dernier scandale en date découle de l'abandon par les États-Unis des poursuites ayant donné lieu à la demande d'extradition de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou. Les accusations d'espionnage portées contre les deux Michael étaient des

représailles évidentes à la détention de Mme Wanzhou – une diplomatie de l'otage habituellement digne des organisations terroristes.

Les Canadiens n'auraient jamais dû subir les affres du système juridique cauchemardesque de la Chine pendant 1 019 jours, comme s'ils étaient, pour Pékin, des pions dans sa tentative de déformer le droit international. Dans le monde d'aujourd'hui, Pékin sait non seulement qu'il peut s'en tirer par la diplomatie des otages, mais aussi qu'il peut obtenir ce qu'il veut par des actes de piraterie internationale. Certains gouvernements pourraient désormais passer sous silence les infractions commises par des ressortissants chinois de peur que leur arrestation n'entraîne l'enlèvement d'un ou deux de leurs propres citoyens sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Des personnes comme Mme Wanzhou pourraient être intouchables, à l'abri de nos lois, et ne pas avoir à répondre de leurs actes.

Xi Jinping contrevient aussi de manière permanente au traité international que ses prédécesseurs ont signé avec le Royaume-Uni en 1984, soit la Déclaration conjointe sino-britannique, dans laquelle Pékin promettait le maintien d'« un pays, deux systèmes » et d'un « haut degré d'autonomie » pour Hong Kong jusqu'en 2047. Or, Xi Jinping a renié ces promesses à peine à mi-chemin.

Malheureusement, le déficit commercial des États-Unis avec la Chine pour les huit premiers mois de 2021 s'élève à 75,7 milliards de dollars américains (AP News), et certains investisseurs membres du PTPGP insistent encore sur le fait que nos biens et services peuvent obtenir un meilleur accès au marché chinois grâce à l'adhésion de la Chine au pacte. La même naïveté prévalait en 2001 lorsque la Chine a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis, le Canada a perdu à lui seul près de 600 000 emplois dans le secteur manufacturier, dont certains sont sans doute dus à

l'esclavage à peine déguisé qui règne aujourd'hui en Chine.

Ils sont nombreux à dire que le Japon, l'Inde, les États-Unis, Taïwan, le Canada et un certain nombre d'autres pays fondés sur la primauté du droit qui ont adhéré au PTPGP restent la meilleure option commerciale dans la région Asie-Pacifique.

Heureusement, le Japon, troisième économie mondiale, pèse de tout son poids commercial, diplomatique et politique, derrière l'Inde et le PTPGP. L'Inde, qui connaît la croissance économique la plus rapide d'Asie, devrait dépasser la Chine sur le plan démographique d'ici 2022. Sous la houlette du premier ministre Narendra Modi, sa confiance accrue en elle-même et son besoin d'investissement se traduisent par une diminution des obstacles au commerce et à l'investissement.

Lors de sa visite à Tokyo, M. Modi a reproché à l'État-parti de Pékin son mauvais comportement en Asie, faisant allusion à l'essor militaire de la Chine en mer de Chine méridionale, à son attitude autoritaire au Tibet et à ses ambitions territoriales dans le nord de l'Inde. Il a ajouté : « Partout [...] nous observons un état d'esprit expansionniste digne du XVIII<sup>e</sup> siècle : empiéter sur des pays, y compris leurs eaux, envahir d'autres et capturer des territoires. »

Dans l'ensemble, l'économie mondiale est en train de s'améliorer, et le chômage diminue heureusement dans certains pays, malgré les pratiques commerciales et autres pratiques économiques prédatrices de la Chine et d'autres pays. Le Canada devrait poursuivre ses échanges commerciaux avec l'Empire du Milieu avec prudence, mais le commerce ne peut pas supplanter la promotion judicieuse de nos intérêts stratégiques de concert avec ceux qui partagent nos valeurs.

En bref, nous croyons qu'un PTPGP élargi sans la Chine est sans aucun doute le meilleur choix pour les démocraties d'Asie et d'ailleurs.



Dorothy Dobbie.

# Les éléments perturbateurs et la vulnérabilité de la démocratie

Par Dorothy Dobbie

**L**es bouleversements politiques sont un phénomène cyclique. Est-ce une raison de ne pas s'en émouvoir ou faut-il néanmoins tirer les leçons du passé pour mieux préparer notre avenir?

À certains égards, l'état du monde actuel est un écho de ce qu'il était en 1891. Comme à cette époque, nous traversons une intense période d'agitation et de polarisation politique, que je me garde bien de décrire comme une lutte entre conservateurs et libéraux ou néo-démocrates, ou même entre factions de gauche et de droite. Une autre force est venue rompre l'équilibre politique mondial.

Les responsables, que certains appelleront les partisans du mouvement Woke, cherchent à dominer le discours public en semant la division et la confusion, en exploitant de vieilles doléances et de vagues sentiments de culpabilité, en exagérant des « torts » et en brossant un portrait du monde en noir et blanc.

On constate leur influence perturbatrice dans toutes les formations politiques. Des deux extrémités de l'échiquier fusent des proclamations moralisatrices et des exagérations des faits. Le but des éléments perturbateurs est de semer la confusion, puis d'en tirer parti pour apporter des changements qui servent leurs fins.

Lorsque ces personnes dénoncent des « fosses communes » ou crient à la « fraude électorale », elles veulent insuffler le doute, la peur et la confusion chez les gens, leur faire perdre leur assurance, et ainsi les dresser les uns contre les autres. Elles s'efforcent de bouleverser les traditions et de convaincre les autres qu'ils ont toujours eu une mauvaise attitude, une fausse perception des choses et une mauvaise conduite. Croyez-vous vraiment que le Canada soit une nation génocidaire, raciste et misogyne?

Cette situation est-elle la première en son genre? Je pense que non. Vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, peut-être dès après la guerre de Sécession, on a vu apparaître plusieurs mouvements importants. Les

## Les sept étapes pour détruire une démocratie

1. Infiltrer les écoles et laver le cerveau des nouvelles générations.
2. Choisir un groupe de « victimes » pour diviser l'opinion publique.
3. Exploiter le sentiment de culpabilité des gens bienveillants.
4. Créer un lexique d'expressions pour étiqueter les gens, et en user largement pour les soumettre à sa volonté.
5. Faire pression sur les médias et faire taire les organismes indépendants de défense de la liberté de pensée et d'expression, en leur apposant des étiquettes et en s'opposant haut et fort à toute dissension.
6. Miner l'infrastructure démocratique de l'État en faisant fi des précédents.
7. Dire au public ce qu'il veut entendre tout en faisant la volonté des éléments perturbateurs.

nouveaux immigrants venus s'établir aux États-Unis et au Canada s'enrichissaient, surtout à l'apogée de la révolution industrielle. L'apparition des grandes entreprises a stimulé l'accumulation des richesses. Comme c'est le cas aujourd'hui, un gouffre séparait les gens riches du reste de la population.

La nouvelle génération de riches avait grandi dans l'aisance, sans jamais connaître l'adversité. Abusée par une conception irréaliste des modes de production de la richesse, elle se faisait une fausse idée du chemin de la prospérité. Elle était donc une cible facile pour les éléments perturbateurs de la société, toujours les mêmes, qui sont les prédécesseurs de ceux qui sévissent dans les temps modernes, et qu'on appelle aujourd'hui les « social justice warriors » (les guerriers de la justice sociale).

Mais à quoi ressemble un élément perturbateur? Son portrait type se pré-

cise de plus en plus. Il s'agit souvent de personnes persuadées que tout leur est dû. Fortes de leur complexe de supériorité, elles sont convaincues qu'elles en savent plus que les autres et qu'elles ont le droit de dicter leurs lois. L'histoire de l'humanité est truffée de ces individus. Il y a toujours eu des groupes convaincus de leur supériorité morale et déterminés à imposer leur volonté aux autres. C'est un rôle que divers mouvements religieux ont rempli au fil des ans.

Les dictateurs sont mus par la soif du pouvoir; les perturbateurs sont mus par leur sens de la vertu. Les deux représentent un danger pour le mode de vie démocratique dont nous jouissons depuis longtemps. Le premier indice que ces éléments prennent le dessus est la suppression des débats. Affirmer qu'il y a une seule « bonne façon » de voir les choses, refuser d'entendre les contre-arguments, diaboliser les opposants, tous ces agissements sont des signaux d'alarme. À l'heure actuelle, les craintes que la pandémie a suscitées et qui ont mené le monde entier à se confiner servent les fins des éléments perturbateurs. (Même par cette simple affirmation, je risque de m'attirer de terribles insultes et de me faire attribuer des intentions malveillantes.) La peur est la grande alliée de l'élément perturbateur.

Dans son ouvrage de 1971, *The Winning of the Midwest: Social and Political Conflict, 1888-1896*, l'historien américain Richard Jensen écrit : « La partisanerie coulait dans les veines des habitants du Midwest. La guerre de Sécession était un souvenir encore frais; elle a cimenté plus que toute autre chose la loyauté des républicains envers le "Grand Old Party", qui avait sauvé l'Union et aboli l'esclavage — tout comme elle a cimenté la loyauté des démocrates envers le "parti des pauvres", qui avait défendu les libertés constitutionnelles à une époque de despotisme et de corruption [...] Les hommes parlaient de leur affiliation politique comme ils le faisaient de leur religion. »

Puis, Jensen décrit les médias, devenus

# Au revoir, Céline

Par Dorothy Dobbie

des « organes de parti semi-officiels » :

« Les nouvelles étaient presque aussi partiales que les éditoriaux. Les faiblesses de l'opposition étaient présentées comme des défauts irrémédiables, leurs gaffes devenaient des crimes odieux contre les libertés américaines, et leurs politiques se muaient en de funestes plans ourdis par des juntes de conspirateurs. »

L'Europe et la Grande-Bretagne étaient aussi en proie à des bouleversements; Darwin et ses contemporains « ont contribué à façonner une certaine vision du monde, une image de la société marquée par le biologisme eugéniste et d'autres idées raciales, comme celle de la "dégénérescence de la classe ouvrière". » On contestait la norme; on redéfinissait la structure sociale à mesure que s'installait l'État providence. La notion d'un « nouvel ordre universel » était répandue par des gens comme Marx et Engels qui, ensemble, ont donné naissance au marxisme.

Pensez à certains des événements qui ont suivi cette période agitée : l'assassinat de la famille impériale de Russie et son remplacement par un régime communiste dictatorial qui a semé la mort et la destruction (et dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui); le mécontentement qui a ouvert la voie à la Première Guerre mondiale et à la montée du nazisme en Allemagne, et par la suite au massacre de millions de Juifs; les nouvelles ambitions du Japon et les perturbations en Asie qui ont remplacé la monarchie dynastique chinoise par une dictature étatique encore moins bienveillante.

Des millions de gens ont perdu la vie. La démocratie et la liberté ont reculé. La misère s'est répandue.

Je n'affirme pas que nous sommes à deux doigts de vivre un autre épisode aussi épouvantable. Cependant, je crains que, si nous ne restons pas sur nos gardes, nous puissions nous bercer de l'illusion que « cela aussi aura une fin », comme nous l'avons fait dans les années 1960 et 1970.

Peut-être, en effet, cela passera-t-il, mais les aînés parmi nous doivent rappeler aux jeunes que les événements du passé sont le prélude de l'avenir, et que la prudence est de mise.

Dorothy Dobbie a été députée progressiste conservatrice de Winnipeg-Sud de 1988 à 1993.

Après 17 ans de bons et loyaux services, notre Céline Brazeau Fraser tant aimée part à la retraite. Elle quitte l'ACEP et la Chambre des communes. Elle va nous manquer cruellement. Toujours le sourire aux lèvres et le rire facile, elle nous rendait heureux quand les choses allaient moins bien. Comme l'affirme sa collègue Susan Simms, « Céline est toujours restée très professionnelle. Elle aimait bien faire les choses et avait de la classe ».

Céline lui manquera particulièrement. « Céline est comme l'autre moitié de mon cerveau. Nous travaillons si bien ensemble : toujours un esprit de collégialité et au même diapason. Je la connais depuis 31 ans. Nous avons ri ensemble et pleuré aussi lors du décès de députés ou à des services commémoratifs ».

Susan ajoute en riant : « Céline aime manger toutes les deux heures. Mon tour de taille va peut-être finir par rétrécir si elle n'est plus là! ».

L'ancien président Léo Duguay a aussi quelques mots : « Céline est une personne optimiste et attentionnée, qui a du style. Elle a d'ailleurs raté sa vocation



*Mark, le mari de Céline nous la reprend. Notre perte est un gain pour lui.*

d'imitatrice – elle a tout un répertoire d'imitations de présidents dont je ne fais pas partie (j'espère). L'ACEP est nettement meilleure parce que Céline y a énormément contribué. Bonne retraite, Céline (dire que je croyais que la retraite était réservée aux vieux)! »

Je connais bien des gens qui se feront l'écho de ses remarques. Aussi, Céline a-t-elle promis de rester tout près si Isabelle ou Susan a besoin de son aide.

Merci pour tes nombreuses années de service et de ton amitié, Céline.

## Rencontrez Isabelle Chénier, nouvelle employée de l'ACEP

Isabelle est originaire de Rockland, en Ontario, et maintenant habite à Ottawa. Elle est titulaire d'un baccalauréat en sciences sociales dans lequel elle a complété une majeure en psychologie et une mineure en administration des affaires.

En 2009, lorsqu'elle était toujours à l'université, Isabelle a commencé son cheminement à la Chambre des communes en tant que messagère, ce qui lui a permis de découvrir cette belle organisation et les clients qu'elle sert. En 2011, elle a rejoint le Bureau du sergent d'armes en tant qu'adjointe administrative principale. Dans le cadre de son rôle, Isabelle a eu le privilège d'assister les députés avec différentes demandes qui concernaient leurs activités sur la Colline du Parlement. Elle a eu aussi l'occasion d'organiser plusieurs événements réunissant une clientèle de prestige. Elle a aussi appuyé le sergent d'armes dans la planification et la logistique lors de sa transition au poste d'ambassadeur du Canada en Irlande.

S'intéressant aux ressources humaines,



Isabelle est devenue, en 2016, coordonnatrice en recrutement à la Chambre des communes. En 2018, elle se joint à la Direction des affaires internationales et interparlementaires où elle a occupé différents rôles, dont celui d'agente de la logistique.

Isabelle est fière d'avoir l'opportunité d'assister l'Association canadienne des ex-parlementaires et celle des conjoints des parlementaires. Elle aborde ce nouveau poste avec enthousiasme, bien déterminée à y faire honneur.



L'hon. David Kilgour.

# La démocratie et les leçons tirées de l'Afghanistan

Par l'hon. David Kilgour

**A**lors que les démocrates du monde entier se désolent des événements survenus récemment en Afghanistan et que l'on souligne le vingtième anniversaire du 11 septembre, il convient de rappeler que, lorsque le premier avion a frappé la tour du World Trade Center le 11 septembre 2001, les 35 gouvernements membres de l'Organisation des États américains (OEA) se trouvaient au Pérou pour signer une charte démocratique qui interdisait à toute dictature de devenir membre de l'organisation.

La gouvernance démocratique s'est étendue à une grande partie du monde depuis les années 1970. En 1977, seuls 35 des 143 pays comptant une population d'au moins 500 000 habitants étaient qualifiés de démocratiques par Polity. En 2017, 96 pays sur 167 l'étaient; seuls 21 pays restaient des autocraties non réformées. Or, la démocratie suit de multiples voies.

En 2004, par exemple, 80 % des Afghans ont risqué leur vie pour voter à la première élection présidentielle. Parmi eux se trouvait la Dre Sima Samar, qui a été plus tard vice-présidente de l'équipe de transition afghane, mais qui a ensuite été contrainte de démissionner pour avoir remis en question les lois religieuses. Mme Samar a milité pour la démocratie en tant que présidente de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan et Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits de l'homme au Soudan. Elle a consacré sa vie à l'émancipation des femmes.

La désormais controversée Aung San Suu Kyi a passé près de 18 ans en détention à domicile au Myanmar/Birmanie. En 1990, son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a remporté la majorité des voix aux élections, mais n'a pas été autorisé à occuper ses sièges. Le 1er février 2021, l'armée a organisé un coup d'État à la suite de la victoire électorale écrasante de la LND. Le monde est horrifié de constater que les généraux ont tué plus de 1 000 manifestants à ce jour,

dont des enfants.

Feu Václav Havel, dissident tchèque dont les analyses du régime totalitaire ont contribué à son démantèlement lors des révolutions qui ont fait tomber le mur de Berlin en 1989, s'est interrogé sur la nouvelle liberté de son pays. « D'où les jeunes [Tchèques] ont-ils... pris leur désir de vérité, leur amour de la libre pensée, leurs idées politiques, leur courage civique...? ». La réponse se trouve dans le désir humain de choisir le type de société que l'on veut construire pour soi – une société fondée sur les valeurs de la dignité humaine pour tous et de la primauté du droit.

La gouvernance démocratique sous-entend la liberté d'expression, d'association, de réunion et de croyance/non-croyance; en gros, il s'agit de la liberté pour les personnes d'exprimer qui elles sont et ce en quoi elles croient, tant qu'elles ne portent pas atteinte à la liberté des autres. Aux côtés de groupes non gouvernementaux forts, comme les syndicats, les démocraties doivent enchâsser les libertés et les responsabilités dans les constitutions, les lois et les cultures.

L'indépendance du pouvoir judiciaire est un élément fondamental dans toute démocratie. Des juges indépendants, dotés du pouvoir d'annuler les mesures anticonstitutionnelles adoptées par les législateurs, sont des garanties nécessaires qui permettent aux minorités et aux groupes marginalisés de vivre en tant que membres égaux de la société.

Dans les 54 pays du Commonwealth, les valeurs communes de gouvernance ont été reprises dans la Déclaration de Harare de 1991, dans laquelle les gouvernements se sont engagés à protéger et à promouvoir les valeurs politiques démocratiques du Commonwealth et la primauté du droit. Les membres en règle doivent avoir des gouvernements civils démocratiquement élus.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) renforce la démocratie de « Vancouver à Vladivostok » en surveillant les processus dé-

mocratiques dans les 57 États participants.

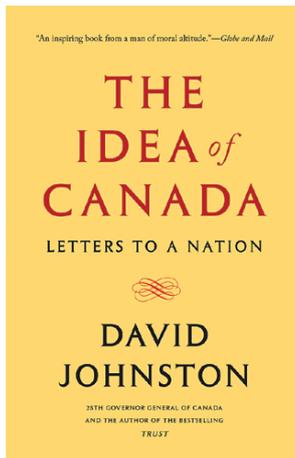
La Francophonie se compose de 88 gouvernements membres et observateurs qui ont le français comme langue commune. Elle représente 300 millions de francophones sur les cinq continents. Le Canada collabore avec elle pour soutenir la démocratie en menant plusieurs initiatives politiques informelles dans des pays à risque.

La démocratie représentative semble indispensable à un monde pacifique, prospère et égalitaire pour tous, même si les chemins qui mènent à des sociétés démocratiques ouvertes sont semés d'embûches. Dans le contexte de la crise économique actuelle découlant de la COVID-19, les démocraties sont confrontées à la fois à d'énormes pressions et à de nouvelles perspectives. Cette tourmente met à l'épreuve notre engagement à l'égard des principes démocratiques et des pratiques exemplaires en matière de gouvernance.

La démocratie va de pair avec la reconnaissance de la primauté du droit et le respect de la dignité humaine. Les institutions internationales doivent accorder de plus en plus de poids aux droits de la personne, à la primauté du droit et à la démocratie multipartite. Nous devons protéger et améliorer nos pratiques démocratiques et contribuer à renforcer les démocraties à l'étranger, en n'oubliant jamais que tout commence avec chacun d'entre nous en tant que citoyen.

La lutte menée pendant 20 ans en Afghanistan pour y instaurer une démocratie a essuyé de nombreux et importants échecs. La situation actuelle dans le pays montre ce qui peut se produire lorsque l'intolérance et la violence à l'encontre de ses concitoyens remplacent la gouvernance démocratique, aussi imparfaite soit-elle.

L'honorable David Kilgour, qui a siégé en tant que député progressiste-conservateur, libéral et indépendant, milite pour les droits de la personne depuis longtemps.



# Dans Je vous écris Lettres Aux Canadiens, David Johnston présente une vision optimiste des vertus civiques qu'incarne notre pays

Revu par Ty Bradley

**L'idée du Canada : lettres à une nation par David Johnston. Publié en 2016 par la Penguin Random House Company. 320 pages. 32,00 \$.**

Ce recueil de lettres est à la fois une compilation des opinions de M. Johnston sur différents sujets et l'illustration cohérente de sa philosophie personnelle. M. Johnston est un homme pragmatique, un optimiste infatigable et quelqu'un qui s'attache à faire ressortir le meilleur de l'âme humaine. Il est également un passionné de littérature et de lecture en tous genres. Il dit qu'il trouvait même le temps de lire quand il jouait au hockey dans l'équipe de l'Université Harvard. Son écriture invite à la réflexion tout en demeurant relativement sobre. M. Johnston sait comment aborder un problème de manière percutante et aussi comment insuffler à ses lecteurs l'envie de devenir de meilleures personnes.

M. Johnston présente une vision du Canada comme étant un projet en perpétuel devenir, digne d'éloges et plein de vertus. Au début du livre, il fait référence aux premiers colons du Canada, les dépeignant comme des exemples dont nous devrions nous inspirer pour construire un nouveau Canada. Il va sans dire que ce type de référence n'est pas très courant dans le climat politique actuel. Que ces explorateurs aient répandu la vertu ou la désolation, il est toujours fascinant de voir le point de vue de M. Johnston selon lequel nos pionniers d'aujourd'hui devraient marcher sur les traces des personnages qui ont construit le Canada tel que nous le connaissons. M. Johnston semble croire au Canada en tant qu'idéal civique, une forme de nationalisme canadien dans lequel de nombreux citoyens se reconnaissent.

Les lettres de M. Johnston traitent



*Le très hon. David Johnston.*

de grandes questions non partisans et s'adressent à des personnes qui font un important travail. Certaines des lettres les plus percutantes de ce livre portent sur le sacrifice de vies inutile qu'entraîne la guerre, sur la fin de la violence tolérée au hockey, sur l'adoption d'enfants placés en famille d'accueil, sur l'immensité de notre territoire et sur les leçons que nous pouvons apprendre de Samuel de Champlain.

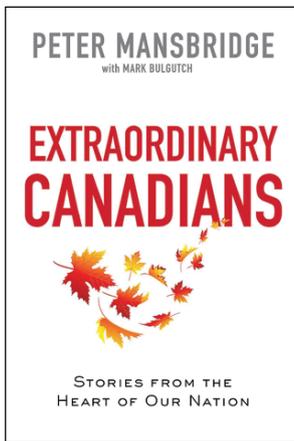
Beaucoup de ces lettres sont des lettres d'amour pour l'intellectualisme. Il est indéniable que M. Johnston pense que nous gagnerions tous à lire plus et à discuter davantage les uns avec les autres. Il y a fort à parier que si nous échangeons davantage, dans un esprit d'ouverture, avec ceux dont nous ne partageons pas les idées, nous ne nous portons que mieux. Peut-être que cela nous permettrait de nous rapprocher d'une « Idée du Canada » inspirée par des personnages comme George-Éti-

enne Cartier, Pierre Elliott Trudeau et Jack Layton.

Le titre, Lettres aux Canadiens, illustre parfaitement le propos de ce livre. Il est difficile de classer M. Johnston dans un courant de pensée plutôt qu'un autre : l'idée conservatrice classique du Canada en tant que « communauté de communautés », ou l'idée libérale classique voulant que le Canada se fonde sur des idéaux communs. M. Johnston est conscient des atouts et de la diversité de toutes les régions du pays, mais il semble également considérer le Canada comme une grande communauté de voisins qui devraient se soucier du bien-être de chacun en s'appuyant sur une foi commune dans la justice. M. Johnston est un défenseur de la science, il est favorable au rôle que joue la religion dans la société, il est très attaché à des traditions comme l'envoi de lettres, et il est optimiste quant à ce que fera la prochaine génération de Canadiens. Les allégeances politiques que vous pourriez lui prêter seront probablement influencées par vos propres partis pris, car M. Johnston choisit de parler d'une manière qui nous rapproche au lieu de nous diviser.

En lisant ce livre, vous serez loin de perdre votre temps. Vous en ressortirez bien informé sur des sujets auxquels vous n'aviez même pas pensé avant. Votre intellect sera stimulé et vous serez impressionné par l'esprit vif et plein de ressources de l'auteur. Ce livre pourrait même vous rendre optimiste quant à l'idée du Canada et être une source d'inspiration sur la manière de travailler à la défense du bien commun avec ceux qui vous entourent.

*Le très hon. David Johnston a été gouverneur général du Canada de 2010 à 2017. Avant cela, il a occupé des fonctions de direction dans de nombreuses universités canadiennes.*



# L'héroïsme, la passion et la force dont font preuve certains d'entre nous

Revu par Hannah Judelson-Kelly

**Extraordinary Canadians: Stories from the Heart of Our Nation, de Peter Mansbridge avec la collaboration de Mark Bulgutch. Publié en 2020 par Simon and Schuster. 335 pages. 17,99 \$.**

Dès les premières pages de ce livre, *Extraordinary Canadians: Stories from the Heart of Our Nation*, Peter Mansbridge explique qui nous allons rencontrer : des héros, mais pas n'importe lesquels. Il dit que « ce sont des gens qui ont fait passer la vie d'autres Canadiens en premier. C'est cela être un héros pour moi. » Selon lui, on devient quelqu'un d'extraordinaire à travers nos actions, en touchant les gens d'une manière qui rend leur vie meilleure et qui rend aussi le pays meilleur.

Nul doute que tous les Canadiens présentés dans ce livre sont extraordinaires. Leur héritage se perpétuera. Tous se sont battus pour que les choses changent radicalement, d'une manière ou d'une autre; tous ont parlé de leur expérience intime des problèmes auxquels ils se sont attaqués et des combats qu'ils ont menés avec d'autres. Dans un sens, il y a tant de leçons et d'idées à retenir que l'on ne sait plus trop quoi penser à la fin, et on se contente de réfléchir aux nombreuses façons dont ces personnes ont défié la société et éveillé les consciences. Il y a un facteur qui revient toujours – M. Mansbridge commence par expliquer en quoi chaque personne dont il parle dans son livre est héroïque. Il y a un autre fil conducteur laissé à l'appréciation du lecteur. Il s'agit du thème de la passion : la passion sans borne que chacun de ces personnages extraordinaires voue à sa cause et à son pays.

La passion crée la motivation, et toutes ces personnes se sont nourries

de leur passion. C'est ce qui fait que ce livre a un tel écho chez ses lecteurs. Nous sommes invités à nous interroger sur nos propres passions tout en nous intéressant à celles des autres. Ces héros nous amènent dans des zones inconfortables, pour apprendre d'eux et faire le lien avec nos propres passions afin d'améliorer le sort des gens autour de nous.

Ce n'est pas M. Mansbridge qui fait la narration, mais ce qu'il évoque dans son récit est clair; il donne aux autres l'espace pour raconter leur histoire, agissant plutôt comme un messenger. Il fait connaître des gens qui ne sont pas toujours entendus : femmes autochtones, femmes de couleur, femmes handicapées, hommes qui souffrent en silence de problèmes de santé mentale et personnes issues de toutes les couches sociales. Tous ne font pas nécessairement partie du groupe qu'ils défendent, mais chacun s'est donné comme mission de toute une vie de porter haut et fort la voix de ceux qui sont trop souvent ignorés.

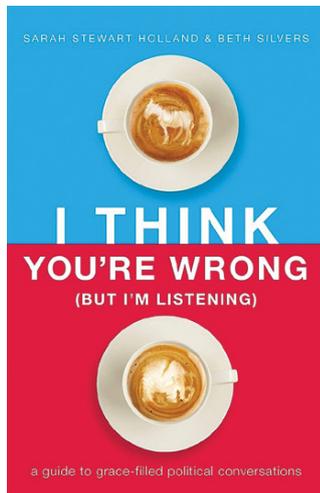
Le livre commence par l'histoire remarquable de la Canadienne Cindy Blackstock. Cindy Blackstock est une militante gitxsane qui se bat pour la protection de l'enfance. Mme Blackstock relate d'abord sa propre enfance et la manière dont elle a vécu le racisme et l'oppression systémique contre les peuples autochtones au Canada. C'est sa résilience et son énergie qui frappent quand elle parle de ses études de premier cycle à l'Université de la Colombie-Britannique, qui l'ont conduite à travailler dans le domaine de la protection de l'enfance. Même si elle a eu elle-même affaire avec le système de protection de l'enfance en tant que femme autochtone, son travail passe clairement en premier, car elle consacre sa vie à améliorer celle

des enfants. Elle utilise son expérience à son avantage sans la laisser prendre le pas sur ce qu'ont vécu d'autres personnes. Et elle conclut son histoire en expliquant de manière convaincante que ce sont les victoires importantes et décisives qui font avancer les choses.

Ensuite, c'est Gina Cody qui s'exprime sur son expérience en tant que femme de couleur qui a étudié en génie. Elle parle de l'époque où les femmes représentaient environ 5 à 10 % des étudiants de sa classe, ainsi que du sentiment d'aliénation et du scepticisme que beaucoup éprouvaient à l'égard des capacités des femmes dans ce domaine. Or, son histoire témoigne d'une incroyable persévérance, puisque Gina Cody se fait tranquillement une place dans un secteur à dominance masculine, tout en encourageant au passage d'autres femmes à faire de même.

Plus loin, c'est Susan Rose qui se confie sur sa sexualité. Elle revient sur une époque où la société n'était pas encore prête à accepter certaines choses, même si ses parents étaient ouverts et tolérants. Son histoire est remplie de souvenirs heureux et douloureux, mais c'est sa personnalité bouillonnante qui ressort. Susan Rose raconte sa sortie du placard en direct à la télévision, la discrimination dont elle a été victime comme enseignante, après cet épisode, et les raisons qui l'ont poussée à quitter l'enseignement pour devenir militante et membre d'Égale Canada. Son histoire, bien que difficile, révèle aussi son incroyable capacité à aider les autres à se tenir debout et à suivre leur propre voie.

Toutes les histoires du livre de M. Mansbridge parlent de ce qu'est la passion, de ce que signifient rendre les gens plus forts et repousser les limites qui nous freinent dans la vie, dans l'espoir de les faire disparaître.



# I Think You're Wrong (But I'm Listening)

Revu par Ty Bradley

**I Think You're Wrong (But I'm Listening)** de Sarah Stewart Holland et Beth A. Silvers. Publié en 2019 par Thomas Nelson. 224 pages. 41,99 \$.

Le livre intitulé *I Think You're Wrong (But I'm Listening): A Guide to Grace-Filled Political Conversations* a été coécrit par Sarah Stewart Holland et Beth A. Silvers, deux amies aux opinions politiques différentes, qui proposent des solutions pour éviter la polarisation, essentiellement sous forme de conseils personnels sur la manière de discuter avec ceux qui ne pensent pas comme soi.

Il est difficile de ne pas être sensible à l'appel de Mmes Silvers et Holland en faveur d'une approche plus nuancée et axée sur le dialogue en politique. Après tout, l'une des raisons pour lesquelles la démocratie canadienne se porte beaucoup mieux que celle des États-Unis est que nous n'avons pas peur de nous lier d'amitié avec des personnes aux convictions politiques différentes des nôtres. Le fait que ces femmes veuillent se débarasser du carcan de leur partisanerie respective devrait être une bonne chose pour transcender la partisanerie toxique que l'on voit aux États-Unis, n'est-ce pas?

Mais quand on observe le paysage politique des États-Unis, on voit clairement que ces femmes s'expriment du haut d'une position privilégiée à laquelle beaucoup de personnes n'ont pas accès dans leur pays.

Mme Silvers est républicaine, et Mme Holland, démocrate, mais elles sont toutes deux bien nanties, blanches, chrétiennes et originaires du Sud. Il n'y a rien de mal là-dedans, mais ces femmes semblent dire que tout le monde devrait avoir des relations transpartisanes sem-

blables à celles qu'elles entretiennent entre elles.

Leur argument peut sembler un peu creux et déconnecté de la réalité quand on réfléchit à la position dans laquelle on mettrait les gens marginalisés si on leur demandait de s'entendre avec les partisans purs et durs du Grand Old Party (GOP) de Trump. Comptons-nous sur les immigrants pour qu'ils soient d'accord avec ceux qui pensent que le pays se porterait mieux sans eux? Attendons-nous des Noirs américains qu'ils aient des échanges mutuellement bénéfiques avec ceux qui considèrent que la véritable discrimination dans l'Amérique moderne est le racisme contre les Blancs? Une personne qui a subi un avortement peut-elle vraiment discuter calmement de la question avec quelqu'un qui pense qu'avorter, c'est commettre un meurtre?

De plus, ces deux femmes n'ont pas grand mal à s'entendre puisqu'elles sont déjà d'accord sur beaucoup de choses. L'une est une démocrate centriste et l'autre, une républicaine centriste. Il serait bien plus difficile pour une personne prônant le socialisme démocratique de s'entendre avec quelqu'un qui veut couper dans les dépenses publiques. Mme Holland, supposément libérale, admet même avoir voté pour Rand Paul, le sénateur républicain qui aujourd'hui critique vertement le docteur Fauci et les mesures de confinement.

Il est vrai que le discours a son importance. L'Amérique ne peut pas aller de l'avant si les démocrates refusent de parler aux républicains. Après chaque élection, les gens des deux camps doivent continuer à vivre dans le même pays. Reconnaître la nécessité d'un dialogue ne signifie pas nécessairement établir une fausse similitude morale entre le

GOP de Trump et les démocrates de Biden.

Nous pouvons convenir que la seule façon pragmatique d'atténuer les tensions politiques et la polarisation est de se parler avec respect, mais ces deux femmes semblent ignorer le côté extrêmement douteux du mouvement nationaliste dont les chefs de file sont entrés à la Maison Blanche en 2016. On pourrait presque croire que ce livre a été écrit quand les porte drapeau de la droite américaine étaient MM. McCain ou Romney. Établir une similitude morale entre le côté vitriolique du républicanisme moderne et le zèle excessif du libéralisme semble dépassé. Depuis la prise d'assaut du Capitole, surtout, ce livre a perdu de sa pertinence. Quiconque soutient encore Trump appuie un ancien président qui s'est opposé à la volonté du peuple et a encouragé ses partisans à fomenter un coup d'État. Il ne peut y avoir de compromis avec ceux qui ne croient pas dans la démocratie.

En lisant ce livre, je me suis rendu compte de la chance que j'ai de vivre au Canada. Nous pouvons tendre la main à nos opposants sans être d'un optimisme béat ni faire preuve d'aveuglement, comme dans ce livre. Et si nous pouvons le faire, c'est parce que nous ne sommes pas représentés par des gens qui ont des opinions aussi extrêmes et que nous sommes capables d'avoir un respect légitime pour les opinions des autres, même si le Canada a reculé à cet égard au cours des dernières années. Mais malgré les défauts de ce livre, nous pouvons retenir les messages fondamentaux qu'il nous envoie : faire preuve d'ouverture d'esprit, parler à ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord et chercher à être nuancé plutôt que tranchant.

# Un dernier hommage à ceux qui nous ont quittés

Par Ty Bradley, Gina Gill Hartmann et Hannah Judelson-Kelly

## L'honorable Marisa Ferretti Barth 28 avril 1931 – 28 mars 2021

Nommée en 1997 par le premier ministre Jean Chrétien, Marisa a été la première Italo-Canadienne à siéger au Sénat. Au cours de sa carrière politique, elle a participé aux travaux des comités permanents des finances et des droits de la personne.

Marisa a quitté l'Italie pour immigrer au Canada en 1963, au début de la quarantaine. Elle n'a pas tardé à travailler dans son nouveau pays en devenant consultante en immigration et en s'investissant dans la communauté italienne.

Au début des années 1970, elle a créé le Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes (CRAIC) et s'est plus tard retrouvée à la tête de plus de 80 de ses clubs. Elle a aidé d'autres groupes ethniques, notamment des groupes afghans, chinois, laotiens, libanais-syriens et russes, à mettre sur pied leurs propres clubs.

Marisa a reçu la médaille du lieutenant-gouverneur du Québec en 2009, le prix Hommage Aînés de la Table de concertation des aînés de l'île de Montréal en 2010 et le prix Grand Aîné de l'Observatoire Vieillesse et Société en 2015. Elle a été nommée Grand Officier de l'Ordre du mérite de la République d'Italie en 2003 et chevalière de l'Ordre national du Québec en 2008.

## Thomas Rodney Berger 23 mars 1933 – 28 avril 2021

Homme politique fédéral et provincial, avocat et juge, Thomas R. Berger s'est distingué par son engagement et par son respect envers les droits autochtones.

Thomas est entré à la Chambre des communes à l'âge de 29 ans en tant que jeune député néo-démocrate de la circonscription de Vancouver—Burrard. Thomas a siégé pendant un an seulement, de 1962 à 1963. Il a renoué avec la politique au niveau provincial en 1966 et a représenté Vancouver—Burrard à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique jusqu'en 1969. Il a également exercé brièvement les fonctions de chef du Nouveau Parti démocratique de la Colombie-Britannique en 1969.

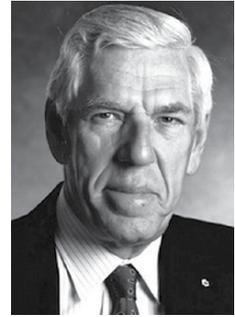
Reconnu pour sa défense des droits



L'hon. Marisa Ferretti Barth.



Thomas Rodney Berger.



L'hon. Claude Castonguay.

autochtones, Thomas était l'avocat de la Nation Nisga'a dans l'affaire marquante *Clader v. B.C.* dans les années 1960 et 1970. Cette cause a fait entrer la notion de « titre ancestral » dans le droit canadien.

« Il fallait faire face à la question du titre ancestral au Canada, au fait que le titre ancestral faisait partie du droit canadien », a déclaré Thomas à ce sujet, dans le cadre d'un documentaire présenté par Indigenous Foundations. Thomas a présidé une commission royale sur le droit de la famille et des enfants de 1973 à 1975. Il a aussi présidé l'Enquête sur le pipeline de la vallée du Mackenzie de 1974 à 1977 après sa nomination à la Cour suprême de la Colombie-Britannique (1971-1983). L'enquête portait sur les répercussions sociales, environnementales et économiques d'un gazoduc proposé qui devait traverser le Yukon et la vallée du fleuve Mackenzie dans les Territoires du Nord-Ouest.

« Le progrès passait par les pipelines, alors personne n'avait envisagé la possibilité de dire non au pipeline », a affirmé Thomas dans le documentaire. Thomas a recommandé de retarder la construction du pipeline afin de régler certaines questions, dont les revendications territoriales des Autochtones.

« En tant qu'avocat, juge et commissaire, il a aidé un nombre incalculable de gens ordinaires dans leur lutte contre des intérêts puissants. Il a contribué à améliorer la vie dans cette province et dans ce pays », a déclaré John Horgan, premier ministre de la Colombie-Britannique. « Il

a consacré sa vie à nous rapprocher d'une société juste. Pour cette raison, nous avons envers lui une dette de reconnaissance. Sa bonté et sa générosité ne seront pas oubliées de sitôt. Sa pensée continuera de nous influencer pendant des générations à venir. »

Reçu officier dans l'Ordre du Canada en 1990, il a siégé au Conseil de l'Ordre à compter de 2006. En 2004, il a été décoré de l'Ordre de la Colombie-Britannique. Il était membre honoraire du Collège militaire royal du Canada et s'est vu décerner la Médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth II en 2012.

À la nouvelle de son décès, l'hon. Jody Wilson-Raybould, députée indépendante, a diffusé le tweet suivant : « Tom était un grand défenseur des peuples et des droits autochtones. [...] Un véritable pionnier qui a contribué à améliorer le pays au prix de sacrifices personnels. »

Tom laisse dans le deuil son épouse bien-aimée, Beverley Ann. Ils ont élevé deux enfants ensemble : David et Erin.

## L'honorable Claude Castonguay 8 mai 1929 – 12 décembre 2020

L'honorable Claude Castonguay est né à Québec. Il détenait un baccalauréat en sciences de l'Université Laval et un baccalauréat en actuariat de l'Université du Manitoba.

Claude a été élu à l'Assemblée nationale du Québec en 1970, mais ne s'est jamais représenté après son mandat. Il est plutôt devenu président élu de l'Institut canadien



*Clément Couture.*



*Benno Friesen.*



*L'hon. Alfonso Gagliano.*

des actuaires et plus tard président directeur général de la Corporation du Groupe La Laurentienne et président du conseil du Conference Board du Canada.

Claude a été nommé au Sénat par le premier ministre Brian Mulroney en 1990. Alors qu'il était ministre de la Santé à l'Assemblée nationale du Québec, il a rédigé un rapport sur les soins de santé universels, qui a plus tard été adopté. C'est ce qui lui a valu le titre de père de l'assurance-maladie du Québec. Il a aussi été l'une des sources d'inspiration de la Révolution tranquille.

Plus tard, en 2008, Claude a publié un rapport sur le système de santé de la province dans lequel il recommandait que les visites chez le médecin coûtent 25 \$ pour aider à payer les coûts de la hausse et à contrer l'utilisation abusive.

Il a reçu l'Ordre du Canada en 1971 et a été nommé officier de l'Ordre national du Québec en 1991, puis grand officier en 2014. Il détenait huit doctorats honorifiques en droit.

Pendant son court mandat au Sénat, Claude Castonguay a coprésidé le Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite pour des raisons de santé.

#### **Clément Couture**

**2 août 1939 – 8 juillet 2021**

Clément Couture a été député de Saint-Jean à la Chambre des communes de 1988 à 1993. Il est décédé le 8 juillet 2021, à l'âge de 81 ans.

Clément était membre du Parti progressiste-conservateur et a été vice-président du Comité permanent des finances et du Sous-comité de la réglementation et de la compétitivité. Il a également été membre du Comité permanent de l'industrie, de la science et de la technologie et du développement régional et du Nord ainsi que du

Comité mixte permanent des langues officielles.

Des années plus tard, Clément a été maire de Sainte-Anne-de-Sabrevois, de 2009 à 2013. Il était l'époux de feu Ginette Chevrier.

Il laisse dans le deuil sa conjointe depuis 29 ans, Solange Daudelin Gardiner, ses enfants Isabelle (Stéphane Béland) et Alexandre, ses belles-filles Julie et Michèle et ses petits-enfants.

#### **Benno Friesen**

**27 juin 1929 – 29 septembre 2021**

On se souviendra de Benno Friesen comme d'un orateur vif et plein d'esprit, passionné de littérature classique. Avant de devenir parlementaire, il avait commencé une carrière de professeur de littérature anglaise alors qu'il était dans la vingtaine. Il avait ensuite mis à profit cette expérience pour fonder un collège évangélique. Il y avait exercé les fonctions de professeur et de directeur des services aux étudiants. Ce collège, qui s'appelait alors le Trinity Junior College, a été agrandi par la suite et est connu aujourd'hui sous le nom de Trinity Western College.

La théologie et la foi étaient importantes pour M. Friesen, et elles ont été une source d'inspiration tout au long de sa carrière. Sa fille raconte qu'il aimait citer les Écritures et qu'il l'avait fait jusqu'à ses derniers jours. Il connaissait également bien des œuvres plus profanes, comme celles de Shakespeare. Son poète préféré était l'écrivain anglican John Donne, qui avait aussi été député.

Benno Friesen était entré à la Chambre des communes en 1974, avec son éloquence d'enseignant, après avoir battu le candidat néo-démocrate dans la circonscription de Surrey Sud—White Rock. Il avait été réélu à chacune des élections auxquelles il s'était présenté par la suite. Au Parlement,

il avait été secrétaire parlementaire aux Affaires extérieures, à l'Agriculture, ainsi qu'à l'Emploi et à l'Immigration, de même qu'auprès du Solliciteur général du Canada.

Il avait également fait adopter un projet de loi d'initiative parlementaire criminalisant l'enlèvement d'enfants par l'un des parents après une séparation.

Benno Friesen était reconnu pour sa capacité à amener des camps aux vues opposées à accepter des compromis, et il avait exercé cette aptitude particulière pendant qu'il était président du caucus progressiste-conservateur.

Avant chaque élection, il consultait les personnes qui comptaient le plus dans sa vie pour savoir s'il devait se représenter. Il voulait s'assurer d'avoir tout l'appui de sa famille pour continuer à être parlementaire. En 1993, Benno Friesen avait décidé de prendre sa retraite pour passer plus de temps auprès de ses proches.

Pendant sa retraite, M. Friesen s'adonnait au golf, un sport qu'il aimait beaucoup. Il se faisait également engager pour livrer des allocutions, et il continuait de se passionner pour la littérature anglaise.

M. Friesen laisse dans le deuil ses enfants et petits-enfants. Marge, son épouse bien-aimée, s'est éteinte en 2019.

Benno Friesen avait été député progressiste-conservateur de la circonscription de Surrey Sud—White Rock de 1974 à 1993.

#### **Claude Girven (Girve) Fretz**

**4 mars 1927 – 5 novembre 2020**

Girve est né à Ridgeway, en Ontario. Sa famille avait quitté les États-Unis pour le Canada à l'époque des loyalistes.

Girve a été marchand pendant de nombreuses années, ainsi que maire et conseiller municipal de Fort Erie avant d'être élu au Parlement.

Il a été élu en 1979 à titre de député progressiste-conservateur d'Erie et a occupé son siège jusqu'en 1993. Durant sa carrière parlementaire, il a siégé à deux reprises au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale de la Chambre des communes.

Dans l'opposition, il a été porte-parole pour la consommation et les affaires commerciales. Au gouvernement, il a été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord, puis du ministre d'État aux mines.

#### **L'honorable Alfonso Gagliano**

**25 janvier 1942 – 12 décembre 2020**

Né en Italie, Alfonso a immigré à Montréal en 1958 à l'âge de 16 ans. En 1984, il

a été élu député libéral de Saint-Léonard-Anjou et a été réélu en 1988, en 1993, en 1997 et en 2000.

Il a occupé le poste de whip en chef du gouvernement sous le premier ministre Chrétien, avant d'être nommé ministre du Travail, puis ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

À sa retraite, il a été nommé ambassadeur du Danemark, mais a dû quitter ses fonctions en raison de son implication dans le scandale des commandites. En représailles, il a poursuivi le gouvernement de Paul Martin pour diffamation, lui réclamant 4,5 millions de dollars. Or, la poursuite a plus tard été rejetée.

En 2008, il s'est retiré sur un vignoble à Dunham, au Québec, où il a créé une entreprise prospère en vinification. Malgré une carrière politique tumultueuse, il a toujours été farouchement défendu par ses collègues, qui voyaient en lui un combattant, un ardent Canadien et un très bon ministre.

**John Paul Lunger Harney**

**2 février 1931 – 4 octobre 2021**

Né le 2 février 1931 à Québec, John Paul avait le cœur d'un poète et la sensibilité d'un marin. Après l'obtention d'une maîtrise de l'Université Queen's en 1961, il est devenu professeur adjoint d'anglais au Collège d'agriculture de l'Ontario à Guelph et professeur de sciences humaines à l'Université York en 1970. Il a été pendant longtemps membre du Corps de cornemuses de la BFC Trenton et du Corps de cornemuses Picton de la Légion.

John Paul a été un membre passionné du NPD et a brigué un siège au Parlement à 11 reprises, réussissant à devenir le député néo-démocrate de Scarborough-Ouest en 1972. Il s'est présenté deux fois à la direction du NPD, arrivant troisième derrière David Lewis.

Parfaitement bilingue, il est devenu chef du NPD du Québec en 1984 et a participé à la relance du parti dans la province en 1985.

Il était souvent invité à titre de commentateur à CBC/Radio-Canada.

**L'hon. Paul Hellyer**

**6 août 1923 – 8 août 2021**

L'hon. Paul Hellyer, originaire de l'Ontario, s'est éteint le 8 août 2021 à l'âge de 98 ans.

Né à Waterford, en Ontario, M. Hellyer a servi dans les Forces armées ca-



*Claude Girven Fretz.*



*John Paul Lunger Harney.*



*L'hon. Paul Hellyer.*

nadiennes, quand il était jeune, comme pilote pour l'Artillerie royale canadienne, puis dans l'Armée pendant la Seconde Guerre mondiale. Son engagement dans les forces armées aura plus tard influencé son travail remarquable au service du gouvernement du Canada.

Lorsqu'il a été élu sous la bannière du Parti libéral du Canada, en 1949, Paul Hellyer était le plus jeune député de la Chambre des communes. Il a siégé au Parlement de 1949 à 1957, puis de 1958 à 1974. Ses fonctions d'adjoint parlementaire du ministre de la Défense, puis de ministre associé de la Défense nationale, dans le gouvernement du premier ministre St-Laurent, l'ont finalement amené à devenir ministre de la Défense lorsque Lester B. Pearson était au pouvoir. C'est à ce titre qu'il s'est battu pour intégrer et unifier les militaires canadiens sous une seule et même organisation : les Forces armées canadiennes.

Paul Hellyer a aussi été ministre des Transports pendant une courte période. Il a été extrêmement actif dans la politique canadienne, puisqu'il a créé deux partis politiques fédéraux : Action Canada en 1971 et le Parti action canadienne en 1997.

Beaucoup se souviendront de lui pour sa personnalité excentrique, mais aussi comme quelqu'un de fidèle à lui-même. Richard Alway est ancien président du Collège St Michael's de l'Université de Toronto. Il se rappelle que « Paul ne doutait jamais de lui. Il connaissait très bien ses capacités. Il n'avait pas beaucoup ce qu'on appelle l'esprit d'équipe, et c'est ce qu'il faut en politique. Il était la quintessence de l'individualisme. » Josh, le petit-fils de Paul Hellyer, se souvient que « le Canada était le premier amour de sa vie. Je ne pense pas avoir jamais rencontré quelqu'un qui aimait autant ce pays que

mon grand-père. »

Paul Hellyer avait beaucoup d'autres centres d'intérêt, puisqu'il a écrit une vingtaine de livres; il se passionnait aussi pour le journalisme, le monde des affaires, les investissements et l'ingénierie. Plus tard dans sa vie, ses convictions religieuses profondes l'ont orienté vers la philanthropie. À son décès, il était également le plus ancien membre du Conseil privé de la Reine.

Paul Hellyer laisse dans le deuil sa seconde épouse Sandra, ses trois enfants, ainsi que cinq petits enfants et six arrière-petits-enfants.

**L'honorable Ron Irwin**

**29 octobre 1936 – 5 décembre 2020**

Né à Sault Ste. Marie, l'honorable Ron Irwin a consacré sa vie professionnelle à l'amélioration de sa ville. Après avoir obtenu un baccalauréat de l'Université Western Ontario, il a poursuivi ses études en droit à l'école Osgoode Hall de l'Université York.

En 1972, il est devenu maire de Sault Ste. Marie, après avoir occupé les postes de commissaire du conseil scolaire et de conseiller municipal. En 1975, il a été fait membre de l'Ordre du Canada.

L'honorable Ron Irwin a siégé au Parlement de 1980 à 1984, puis de 1993 à 1997 à titre de député libéral de Sault Ste. Marie. En 1980, il est devenu secrétaire parlementaire de Jean Chrétien, alors ministre de la Justice.

Après sa réélection en 1993, il a été nommé ministre des Affaires indiennes et du Nord. Il a pris sa retraite en 1997 et a été nommé ambassadeur du Canada en Irlande, puis consul général du Canada à Boston.

Il a toujours été très fier de s'investir dans sa communauté et dans son pays.



*L'hon. Ron Irwin.*



*L'hon. Judith Keating.*



*Carole Lavallée.*

**L'hon. Judith Keating**  
**19 mai 1957 – 15 juillet 2021**

L'hon. Judith Keating est décédée à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, à l'âge de 64 ans. Nommée au Sénat le 31 janvier 2020, elle s'était jointe au Groupe des sénateurs indépendants. Elle a siégé au Sénat jusqu'à son décès. Elle y représentait la province du Nouveau-Brunswick et s'intéressait activement à la défense de l'égalité entre les hommes et les femmes et des questions autochtones. Bien qu'elle ait été sénatrice pendant seulement un an et demi, elle s'est impliquée en politique avec ardeur tout au long de sa vie.

Judith était admirée au Parlement. Le premier ministre Trudeau a exprimé sa tristesse en ces termes dans une déclaration : « Nous nous souviendrons de Mme Keating comme une experte juridique et constitutionnelle accomplie et une militante pour l'autonomisation des femmes dans le milieu juridique. »

Le sénateur George Furey, Président du Sénat, a rappelé les souvenirs suivants à son sujet : « Parmi ses nombreuses contributions, on se souviendra d'elle comme une défenseuse infatigable de l'égalité de statut des langues anglaise et française au Nouveau-Brunswick, du traitement juste et équitable des femmes dans la profession juridique, et de la promotion de la réconciliation au Canada en tant que présidente du Comité provincial sur la vérité et la réconciliation au Nouveau-Brunswick. »

Avant de servir au niveau fédéral, Judith avait été haute fonctionnaire au sein de l'administration du Nouveau-Brunswick pendant plus de 30 ans. Entrée dans la fonction publique provinciale en 1985 à titre de conseillère législative, elle était devenue par la suite la première femme sous-ministre provinciale de la Justice et sous-procureure générale.

Elle a travaillé à titre de principale con-

seillère juridique auprès de premiers ministres du Nouveau-Brunswick appartenant au Parti progressiste-conservateur et au Parti libéral, et a présidé le groupe de travail de la province sur la réconciliation avec les peuples autochtones.

En 2002, Judith a été nommée conseillère de la reine, puis en 2015, la section du Nouveau-Brunswick de l'Association du Barreau canadien lui a décerné le prix Muriel Corkery-Ryan Q.C. en reconnaissance de son travail remarquable dans la profession juridique.

Judith a fait œuvre de pionnière en tant que présidente fondatrice de l'association néo-brunswickoise Women in Law en 1993. Elle était aussi une éminente constitutionnaliste.

Judith avait la réputation d'être drôle, intelligente et perspicace, et ses proches disent qu'ils se souviendront surtout de son dévouement envers sa famille. Elle laisse dans le deuil son mari, deux enfants et quatre petits-enfants.

**Carole Lavallée**  
**23 janvier 1954 – 26 mars 2021**

Carole Lavallée, qui a représenté la circonscription de Saint-Bruno-Saint-Hubert de 2004 à 2011, s'est éteinte à Montréal le 26 mars 2021.

Carole laisse le souvenir de sa défense acharnée de sa communauté et de ses idéaux. Elle a servi la cause souverainiste pendant de nombreuses années, ayant été responsable des communications au Parti québécois avant son élection à la Chambre des communes.

En dehors de la politique, Carole a fait carrière en communications et en journalisme. Sur la scène parlementaire, elle a notamment été vice-présidente du Comité du patrimoine canadien. Elle était la porte-parole du Bloc québécois en matière de travail jusqu'à sa défaite à l'élection fédé-

rale de 2011.

Plusieurs personnalités du Bloc québécois ont tenu à rendre hommage à la carrière de Carole et à ses qualités exceptionnelles. L'ancien chef du parti Gilles Duceppe a souligné sa volonté d'aider les autres et a fait remarquer que c'est grâce à elle que l'âge de la maternité a été abaissé et que le projet de loi 23 a été adopté.

Le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, a loué chez elle « un esprit affûté, un sens de la répartie dévastateur, un flair hors du commun ».

Après sa carrière politique, Carole a continué de se dévouer au service de la collectivité en travaillant à la station de radio FM 103.3 et en présidant la commission scolaire locale.

Carole laisse dans le deuil son époux bien-aimé, Jean Marc Leclerc, ainsi que ses enfants, petits-enfants, frères et sœurs.

**L'honorable Shirley Martin, C.P.**  
**20 novembre 1932 – 16 septembre 2021**

Le 16 septembre, Shirley Martin est allée rejoindre son mari Jack, décédé 21 jours plus tôt et avec qui elle a été mariée pendant 69 ans.

Shirley n'a pas grandi dans un monde privilégié : elle a commencé à travailler à l'âge de 14 ans pour aider sa mère veuve à subvenir à leurs besoins. D'abord standardiste, elle a gravi les échelons de l'entreprise Bell tout en aidant Jack à gérer la ferme familiale. Après 36 ans de service, elle a pris sa retraite de Bell et, en 1984, elle s'est présentée au Parlement en tant que progressiste-conservatrice dans la circonscription de Lincoln, en Ontario, qu'elle a représentée pendant les neuf années suivantes.

Au Parlement, elle a d'abord été secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, avant d'être nommée ministre des Transports, puis ministre d'État aux Affaires indiennes et du Nord canadien. On se souvient d'elle comme d'une personne chaleureuse et audacieuse.

L'ancien premier ministre Brian Mulroney aurait dit : « Ce qui m'a le plus attiré, et la raison pour laquelle j'ai décidé de la nommer au Cabinet, c'est qu'elle était une personne très sociable. »

« Elle savait tout ce qui se passait dans sa circonscription et dans sa communauté, mais elle était surtout une amie très précieuse et une députée très efficace.

« Je garde de très bons souvenirs de Shirley. Je la vois en pensée en ce moment même. Quand je repense au temps que nous avons passé ensemble, je ne me

souviens pas qu'elle ait déjà pris part à une réunion ou qu'elle soit déjà venue me voir sans son glorieux sourire. Elle était tout simplement une personne heureuse – ravie de sa circonscription et de sa famille et heureuse d'accomplir l'œuvre de Dieu ».

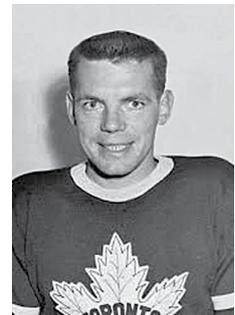
Dans sa communauté, Shirley était connue pour être une humaniste et une collectrice de fonds efficace pour les causes locales. En 2006, elle a reçu le Prix d'excellence pour les personnes âgées pour sa contribution à la communauté après l'âge de 65 ans.



*L'hon. Shirley Martin.*



*L'hon. Elaine McCoy.*



*Howie Meeker.*

### **L'honorable Elaine McCoy**

**7 mars 1946 – 29 décembre 2020**

Née à Brandon, au Manitoba, l'honorable Elaine McCoy a été nommée représentante de l'Alberta au Sénat par le premier ministre Paul Martin en 2005. Durant son enfance, en raison du travail de son père, elle a vécu aux quatre coins du pays et même à l'étranger avec sa famille. Elle a fini par s'installer en Alberta où elle s'est mariée.

Elle a obtenu un baccalauréat ès arts et un baccalauréat en droit de l'Université de l'Alberta, puis a fait carrière chez TransAlta Utilities.

En 1986, elle a été élue députée progressiste-conservatrice dans Calgary-Ouest et a été nommée ministre de la Consommation et des Affaires commerciales, puis ministre du Travail de l'Alberta.

Au Sénat, elle a été l'une des membres fondatrices du Groupe des sénateurs indépendants, qu'elle a été la première à diriger, avant de rallier le Groupe des sénateurs canadiens en 2019.

Elaine a vécu une vie bien remplie mue par une curiosité intellectuelle et le service public.

### **Howie Meeker**

**4 novembre 1923 – 8 novembre 2020**

On se souvient de Howie Meeker pour sa carrière légendaire dans le hockey canadien et à la télévision.

Howie a siégé au Parlement pendant deux ans, soit de 1951 à 1953, à titre de député progressiste conservateur de Waterloo Sud, tout en jouant pour les Maple Leafs de Toronto. Or, la vie politique n'était pas faite pour lui. Il est retourné au hockey et a été l'entraîneur des Leafs. Puis, il a fait carrière à la télévision où il est devenu le Don Cherry de son époque.

Howie a reçu l'Ordre du Canada en 2010. Il a été intronisé au Temple de la renommée des sports de l'Ontario pour

sa carrière de hockeyeur et au Temple de la renommée du hockey pour son rôle de commentateur. Il était célèbre pour son conseil : « Laisse ton bâton sur la glace », une phrase qui portait sur plusieurs aspects de la vie.

Il a aussi dirigé des écoles de hockey au Canada et aux États-Unis et a publié un livre sur les fondements du hockey.

Howie a fait la promotion des Jeux olympiques spéciaux, recueillant des fonds pour ces Jeux pendant 30 ans, jusqu'à ses 90 ans passés. Il est décédé à Nanaimo, en Colombie-Britannique, là où il a vécu ses dernières années.

### **John Mullaly**

**28 novembre 1930 – 7 février 2021**

John Mullaly, de Halifax, en Nouvelle-Écosse, est décédé le 7 février 2021 à l'âge de 90 ans. Né à Gowan Brae, dans l'Île-du-Prince-Édouard, John a représenté la circonscription de King à la Chambre des communes en tant que libéral de 1963 à 1965. Le premier ministre était alors Lester B. Pearson. La circonscription de John est devenue Cardigan en 1968. John était considéré comme un homme profondément doux et bon.

Le service à la collectivité lui tenait à cœur et il a exercé de nombreux autres rôles en tant que fonctionnaire. Avant de déménager à Halifax, John avait été chef de cabinet du ministre fédéral de l'Environnement et directeur des relations fédérales-provinciales au sein du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard. Il a également travaillé dans la fonction publique de la Nouvelle-Écosse.

John a assumé la responsabilité de différents portefeuilles à titre de sous-ministre : Ressources naturelles, Affaires municipales et Pêches. Un de ses anciens collègues, Greg Beaulieu, a exprimé ainsi son chagrin à la suite du décès de John :

« Attristé d'apprendre le décès de John Mullaly. Il a été mon premier sous-ministre quand je suis entré aux Affaires municipales en 1985, et il était vraiment un homme bien. » De toute évidence, John a fait forte impression sur Greg, qui se souvient encore de l'avoir côtoyé il y a 25 ans.

John était apprécié pour sa gentillesse, sa bienveillance, son humilité et son caractère honorable. Il aimait remonter le moral de ceux qui l'entouraient avec son attitude positive et communicative face à la vie. Il avait obtenu un baccalauréat à l'Université Saint Dunstan en 1953.

C'est après sa retraite en 1993 qu'il s'est vraiment épanoui, heureux de pouvoir passer plus de temps avec les membres de sa famille et de pouvoir les aider de toutes les façons possibles. Il était aussi extrêmement fier de ses racines irlandaises. John Mullaly laisse dans le deuil ses cinq enfants, ses petits-enfants et un arrière-petit-fils.

### **L'honorable Robert Peterson**

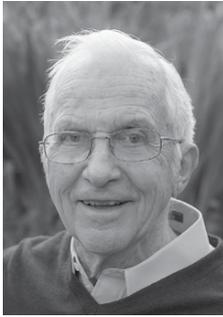
**19 octobre 1937 – 5 novembre 2020**

L'honorable Bob Peterson est né à Rose Valley, en Saskatchewan, en 1937. Fort de ses racines rurales, il exprimait sa fierté pour les produits qui étaient cultivés dans sa province chaque fois qu'il en avait l'occasion.

Diplômé de l'Université de la Saskatchewan, Bob était membre de l'Ordre des ingénieurs et a exercé cette profession pendant 25 ans. Il est d'ailleurs devenu président-directeur général de Denro Holdings.

Il a été nommé sénateur libéral par le premier ministre Paul Martin en 2005 et, à ce titre, a farouchement défendu la Commission canadienne du blé.

Bob a siégé à plusieurs comités sénatoriaux, dont le Comité des peuples autochtones et le Comité de l'énergie et de



*John Mullaly.*



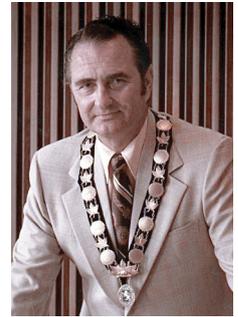
*L'hon. Robert Peterson.*



*L'hon. Gerard Phalen.*



*Jerry Pickard.*



*Allan Ernest Pietz.*

l'environnement. Il défendait les habitants des régions rurales qui vivaient dans la pauvreté.

Toute sa vie, il a été un libéral engagé; il était d'ailleurs la personne vers qui les gens se tournaient en Saskatchewan pour obtenir de l'aide et la personne qui réglait les problèmes en coulisse.

#### **L'honorable Gerard Phalen**

**28 mars 1934 – 25 octobre 2021**

L'honorable Gerard « Jigger » Phalen, de Glace Bay (île du Cap Breton), nous a quittés le 25 octobre 2021 à l'âge de 87 ans.

Gerard avait été nommé sénateur en 2001 par le premier ministre Jean Chrétien. Il a siégé à la Chambre haute à titre de membre libéral jusqu'en mars 2009. Comme sénateur, il a aussi siégé aux comités des Affaires étrangères, des Pêches, des Transports et des Communications, des Affaires autochtones, ainsi qu'au comité spécial sur le projet de loi C 36.

Avant sa carrière au Sénat, Gerard a enseigné la mécanique industrielle au Nova Scotia Eastern Institute of Technology puis à l'Université du Cap Breton (CBU), et ce, jusqu'à sa retraite en 1991. À la CBU, il a été président de l'association de professeurs et membre du conseil d'administration pendant six ans. Il a également été président du comité de négociation et a siégé à d'autres comités universitaires.

Gerard était un leader syndical reconnu. Il a été membre puis vice-président du syndicat des employés de la Nouvelle-Écosse de 1970 à 1976, puis président du même syndicat de 1976 à 1979. Il a ensuite poursuivi son engagement syndical à titre de vice-président du conseil des fonctionnaires provinciaux de l'Atlantique ainsi qu'à titre de membre du conseil d'administration du syndicat national des

employés et employés généraux du secteur public. De 1995 à 1997, il a aussi été membre du tribunal des normes du travail de la province.

Gerard manquera à Chrissie, son épouse depuis 63 ans, à ses trois enfants, Kelly Jane, Nancy et Paul, ainsi qu'à ses petits-enfants et à son arrière-petite-fille.

#### **Jerry Pickard**

**14 novembre 1940 – 27 juillet 2021**

Ancien député de Chatham-Kent-Essex, Reginald « Jerry » Pickard, est décédé le 27 juillet 2021, soit le jour de son 58<sup>e</sup> anniversaire de mariage avec son épouse, Caroline (Foex).

Jerry était très actif dans sa communauté, notamment auprès des Jaycees de Chatham, du Kinsmen Club et du Lions Club de Kingsville, du Rotary Club de Chatham et de la St. George's Masonic Lodge. Il a également été entraîneur pour les clubs locaux de baseball, de soccer et d'échecs.

Jerry a obtenu un baccalauréat ès arts et une maîtrise en éducation de l'Université de Windsor et a travaillé comme enseignant.

Jerry a commencé sa carrière politique au conseil municipal de Kingsville, où il a représenté ses électeurs en tant que conseiller, sous-préfet et maire. Il a fait de la politique municipale pendant 14 ans avant de passer dans l'arène fédérale (1974-1988).

Jerry est entré à la Chambre des communes en 1988 sous les couleurs du Parti libéral. Il a été secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (mouvements transfrontaliers) et secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Jerry a également siégé à divers comités tout au long de ses 18 années de carrière parlementaire (1988-2006).

En 2003, Jerry a été nommé au Conseil privé du Canada.

L'ancien ministre, l'honorable Ralph Goodale, évoque le souvenir de Jerry : « Il était dévoué envers ses électeurs et travaillait d'arrache-pied pour les représenter fidèlement et efficacement. »

Jerry est resté actif tout au long de sa retraite, jouant au softball et aux quilles et s'adonnant à d'autres loisirs pendant les mois d'hiver à Fort Myers.

Il laisse dans le deuil ses petits-enfants, ses enfants et sa petite amie du secondaire et partenaire de toujours, Caroline.

#### **Allan Ernest Pietz**

**18 juin 1925 – 24 avril 2021**

C'est à l'âge de 26 ans qu'Allan Ernest Pietz a commencé sa carrière politique, qui a duré 45 ans. Il a siégé aux conseils des anciens cantons de Crowland et du comté de Welland avant de devenir maire de Welland en 1965. Il est demeuré maire jusqu'en 1978 et est revenu à la politique municipale en 1981 en tant que conseiller régional de Niagara pour Welland.

Allan s'est présenté sans succès en politique fédérale en 1958, 1962 et 1979. En 1984, il remporte les élections dans la circonscription de Welland, un siège qu'il conserve jusqu'en 1988 au sein du Parti conservateur. Sa carrière politique ne s'est pas arrêtée là. Il est revenu à la politique municipale en tant que conseiller régional de Niagara pour Welland en 1991. Le maire actuel de Welland, Frank Campion, qui a travaillé à la campagne fédérale victorieuse de M. Allan, a déclaré : « Il a été un politicien plus grand que nature à Welland pendant de nombreuses années. » (Welland Tribune)

« Il était tout à fait dévoué à Welland.

Allan a toujours travaillé au nom des gens de Welland et de la ville. Il était doué pour communiquer avec les gens. Il avait un sourire inoubliable, et il était prêt à vous serrer la main, toujours avec sincérité », a déclaré son allié et ami, Bob Saracino, maire de Port Colborne de 1977 à 1995.

En dehors de la sphère politique, Allan a été propriétaire et exploitant de la Sunnyside Dairy avec sa sœur Edith pendant près de 35 ans. Pendant qu'il était en politique municipale, il était le journaliste agricole du matin pour la station de radio locale CHOW-AM.

Allan a été précédé dans la mort par son épouse Alice et ses enfants Paul et Cathy. Ses petits-enfants, ses amis et les autres membres de sa famille se souviendront de lui.

## Raymond Savard

**29 juin 1927 – 20 juillet 2021**

Raymond Savard de Montréal, Québec, est décédé le 20 juillet 2021 à l'âge de 94 ans. Il a représenté la circonscription de Verdun à la Chambre des communes en tant que membre du Parti libéral de 1977 à 1984. Il a fait son entrée en politique à la suite d'une élection partielle en 1977, et a été réélu aux élections fédérales de 1979 et 1980.

Raymond a siégé au sein de plusieurs comités parlementaires pendant son mandat. Il a été secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics (1980-1982). Il a présidé le Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration pendant son premier mandat et est resté membre de ce comité pendant son second mandat. Il a également été membre du Comité permanent des projets de loi privés en général et du Règlement, ainsi que du Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales pendant trois mandats. Il a également été membre de divers autres comités permanents pendant qu'il était député.

Raymond a continué à faire de la politique après son passage à Ottawa. Il a servi sa municipalité de Verdun pendant de nombreuses années, en tant que conseiller municipal entre 1973 et 1985 et en tant que maire entre 1985 et 1993. Il était extrêmement investi dans sa ville natale de Verdun, assumant des rôles de leadership au sein de divers organismes et clubs communautaires locaux. Ses vastes compétences en tant que marchand, propriétaire de magasin, actionnaire, administrateur et homme d'affaires, l'ont aidé dans son travail au sein de sa communauté.



*Raymond Savard.*



*Geoff Scott.*



*L'hon. Raymond C. Setlakwe.*

L'actuel maire de Verdun, Jean-François Parenteau, a exprimé sa tristesse à la suite du décès de Raymond en déclarant : « Raymond Savard est une grande perte pour la communauté verdunoise. Par sa vision et son action politique, il a été un pionnier, contribuant au développement que connaît Verdun aujourd'hui. »

Raymond a servi sa communauté de manière inébranlable. Toute sa vie, il s'est montré dévoué envers sa famille et a cherché à améliorer le sort de ceux qui l'entouraient. Il a toujours essayé de faire sourire sa famille, ses amis et les membres de sa communauté.

Il laisse dans le deuil sa femme Lucille, ses deux enfants, ses trois petits-enfants, ses trois arrière-petits-enfants et d'autres membres de sa famille et amis.

## Geoff Scott

**2 mars 1938 – 5 août 2021**

On se souviendra longtemps du sourire malicieux et du sens de l'humour irrépressible de Geoff Scott pour la joie qu'il apportait à ses amis et à ses collègues et le rire qu'il provoquait chez eux. Il est décédé le 5 août 2021. Il n'avait que 83 ans.

Geoff était journaliste. Il a étudié le journalisme à l'Université Carleton, où il a fait la connaissance de Rich Little, qui est devenu un humoriste canadien très célèbre. Ils étaient très proches et ils performaient ensemble en faisant des imitations vocales.

Geoff a été le premier journaliste à ouvrir la Colline du Parlement dans les années 1960. Il a créé sa propre entreprise, Geoff Scott Communications, dans les années 1970. Il a été membre du Ottawa « Beer and Skits », jouant de l'harmonica et il performait avec le groupe. Il a interviewé et imité tous les premiers ministres

depuis John Diefenbaker. Avant sa carrière parlementaire, Geoff a été président du Ottawa Press Club.

Il est devenu député progressiste-conservateur en 1978 à l'issue d'une élection partielle. Il a ensuite remporté quatre autres élections dans Hamilton Wentworth.

Farceurs invétérés, Geoff, Svend Robinson et Beryl Gaffney ont été expulsés de Chine pour avoir « déposé des fleurs pour des manifestants prodémocratie ».

Pendant de nombreuses années, Geoff a été le rédacteur en chef adjoint de Suite à la Colline. Il rédigeait toujours le mot de la fin, et l'anecdote qu'il nous racontait nous faisait toujours rire. Son article était toujours un incontournable de la revue : nous terminions notre lecture sur une note très agréable. L'Association canadienne des ex-parlementaires l'aimait beaucoup, et son esprit et son humour lui manqueront. Suite à la Colline ne sera plus la même sans lui.

Après avoir quitté la vie politique, Geoff s'est remis au journalisme et a même animé une émission de radio à la station CMHL. Il était souvent invité à titre de commentateur sur la chaîne de télévision locale.

Geoff laisse derrière lui son épouse Janette, sa compagne la plus chère depuis de nombreuses années.

## L'honorable Raymond C. Setlakwe

**3 juillet 1928 – 14 octobre 2021**

Theftord Mines a perdu un citoyen de premier ordre à la suite du décès de l'ancien sénateur Raymond Setlakwe le 14 octobre 2021. Avocat diplômé de l'Université Laval, M. Setlakwe a consacré sa vie à l'entreprise familiale, A. Setlakwe Limité, qui a ouvert ses portes en 1925.

Dans sa vie professionnelle, Raymond



*Marcel R. Tremblay.*



*John Barry Turner.*

était connu pour être un homme d'affaires chaleureux et attentionné par ses clients et ses associés, un trait de caractère qui ressortait dans la façon dont il traitait ses employés. Il était également passionné de golf et aimait le ski. Dans sa vie communautaire, il accomplissait de grands gestes de charité et a contribué à aider de nombreux immigrants.

Raymond a été un libéral toute sa vie. Il se passionnait pour la politique et s'était engagé dans la vie politique. Il a reçu l'Ordre du Canada en 1996 et a été nommé sénateur en 2000. Il s'intéressait à l'Arménie, la terre de ses ancêtres. En 2016, le lieutenant-gouverneur du Québec lui a remis la Médaille pour mérite exceptionnel.

Raymond était l'époux d'Yvette Bourque, sa plus grande compagne et partenaire à tous égards. Ensemble, ils ont élevé quatre enfants.

Le couple était très actif au sein de l'Association canadienne des ex-parlementaires, toujours prêt à s'engager dans n'importe quelle aventure. Raymond était très apprécié pour son sens de l'humour et sa personnalité attachante. Sa phrase préférée était la suivante : « T'ai-je déjà dit que tu es le dernier meilleur ami que j'ai au monde? » Il la disait en toute sincérité, faisant rire son interlocuteur aux éclats.

Raymond manquera beaucoup à ses collègues, à ses amis et à sa famille, mais surtout à sa véritable meilleure amie, Yvette.

**Marcel R. Tremblay**  
**30 mars 1943 – 21 avril 2021**

Marcel R. Tremblay est né à L'Ange-Gardien, au Québec, le 30 mars 1943. Après avoir obtenu un baccalauréat en commerce (1966) et une maîtrise en comptabilité

(1967) de l'Université Laval, Marcel a travaillé comme conseiller chez Price Waterhouse à Montréal, puis à Québec. Par la suite, il a été membre, cofondateur et actionnaire du Groupe Solaris. Il a occupé le poste de directeur des finances et contrôleur du Centre de recherche industrielle du Québec, puis de vice-président directeur général d'une entreprise manufacturière. En 1994, Marcel a fondé et dirigé une société commerciale.

Marcel a quitté le cabinet pour servir comme député de Québec-Est de 1984 à 1993 pour le Parti progressiste-conservateur à la Chambre des communes. Pendant son séjour sur la Colline, Marcel a assumé de nombreuses fonctions, notamment celles de secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (1993), de secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada (1993), de secrétaire parlementaire du vice-premier ministre (1993), de secrétaire parlementaire du ministre des Finances (1993), de secrétaire parlementaire du ministre d'État (1991-1993), de secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes (1991-1993) et de secrétaire parlementaire du ministre d'État (1991-1993).

Après avoir quitté la Chambre, Marcel est revenu à Québec pour se rapprocher de sa famille et a fondé un centre de développement pour entreprises, spécialisé dans les fusions et acquisitions d'entreprises, les alliances stratégiques et le financement privé, sous la raison sociale Le Groupe Marcel R. Tremblay Inc.

Marcel a siégé à de nombreux conseils d'administration, notamment comme membre de l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP). Il a siégé au comité de direction de l'ACEP à titre

de président des finances et au conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec. Il a été vice président de La Société Grand Village, président du Club Rotary de Québec de 1997 à 1998 et a reçu le Paul Harris Fellow de la Fondation Rotary en 2003 et 2010.

Marcel laisse dans le deuil son épouse Martine Bougie, ses enfants Lissia C. (Claude Drapeau) et David R. (Mylène Levesque) et ses petits-enfants.

**John Barry Turner**

11 avril 1946 - 20 octobre 2021

J. Barry Turner est décédé à Ottawa le 20 octobre 2021 à l'âge de 75 ans.

Barry a fait son entrée à la Chambre des communes en 1984. Il y a siégé durant un mandat au sein du gouvernement du premier ministre Mulroney. Sous la bannière du Parti progressiste conservateur, il a représenté la circonscription d'Ottawa Carleton, une circonscription traditionnellement libérale que détenait John Turner, mais que Barry a remportée lors de la victoire écrasante des progressistes-conservateurs en 1984.

Barry a consacré la majeure partie de sa vie au service public. Après son passage au Parlement, il a été nommé arbitre à la Commission des relations de travail dans la fonction publique. Plus tard, il est devenu directeur des relations gouvernementales pour Canards Illimités Canada.

Avant de travailler au Parlement, Barry a appris le swahili alors qu'il travaillait pour le Service universitaire canadien outre-mer (SUCO). Il était alors garde-chasse dans la réserve Mkomazi, dans le nord de la Tanzanie, en Afrique orientale. En s'inspirant de son expérience et de ses aventures, Barry a écrit un livre intitulé *From the Plains of Africa to the Jungles of Parliament*.

Il a par ailleurs été président du conseil d'administration du Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario (CHEO).

Barry a également apporté une contribution exceptionnelle à l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP). Il a été directeur, président et directeur général de l'ACEP dans les années qui ont suivi sa reconnaissance officielle, en 1996, par suite de l'adoption du loi C 275, le 9 mai de la même année. (L'ACEP a été fondée par suite de la proposition de James McGrath, et John Reid en a été le président fondateur).

Barry était un homme chaleureux et aimable qui manquera à ses collègues.



L'hon. Bill Blaikie.

# Le tour du monde avec des amis de l'autre côté

Par l'hon. Bill Blaikie

*Bill Blaikie a généreusement accepté de remplir les pages qu'a écrites notre collègue Geoff Scott pendant de nombreuses années. Geoff nous manquera, mais nous souhaitons la bienvenue à Bill qui a une foule de souvenirs à partager après avoir été pendant 36 ans député de la circonscription connue de 1979 à 2015 sous les noms de Winnipeg—Birds Hill, Winnipeg—Transcona, Transcona—Elmwood et, enfin, simplement Elmwood.*

Les anciens députés conservent souvent de bons souvenirs de leurs voyages parlementaires à l'étranger. C'est certainement mon cas. Pendant les quelque 30 années où j'ai siégé en tant que député, j'ai fait de nombreux voyages et j'ai beaucoup d'histoires à raconter. L'un de mes voyages préférés, d'où je tire de telles histoires, a eu lieu au printemps 1984, lorsqu'une délégation du Parlement du Canada s'est rendue en Inde à l'invitation du Président du Lok Saba, M. Ram Jankar. Le Lok Saba est la Chambre basse du Parlement bicaméral de l'Inde.

J'ai été très occupé avant ce voyage. En tant que porte-parole du NPD en matière de santé, j'étais préoccupé depuis des mois par le processus législatif qui a finalement mené à l'adoption de la Loi canadienne sur la santé, et j'étais prêt à me changer les idées. Mon épouse Brenda a jugé qu'il valait mieux pour elle de ne pas faire le voyage, car elle était enceinte de notre fils Daniel, futur député d'Elmwood—Transcona.

La visite en Inde a été marquée par de nombreux moments forts et de nombreuses rencontres intéressantes, dont la plus importante a été celle avec la première ministre indienne Indira Gandhi. Nous avons été prévenus que la rencontre serait soit très brève, soit très longue, en fonction de son humeur. Il s'est avéré qu'elle était en forme pour une longue rencontre. En tant que seul

néo-démocrate, je figurais très loin dans l'ordre de priorité et je n'ai pu lui poser une question que vers la fin. Toutes les questions prévisibles avaient été posées, y compris des questions sur les tensions au Pendjab, tensions qui allaient finalement conduire à son assassinat en octobre de cette année-là. Quoi qu'il en soit, c'est en 1984 qu'est sorti le film Gandhi; je lui ai donc demandé ce qu'elle pensait du film. Nous avons eu droit à une critique approfondie, mais sympathique du film, ainsi qu'à quelques souvenirs personnels de sa relation avec Gandhi lorsqu'elle était adolescente. Elle a fait remarquer qu'il s'était avéré avoir raison sur certaines choses sur lesquelles ils étaient en désaccord à l'époque.

À mon retour de l'Inde, nous avons pris un vol de Mumbai à Londres. J'avais ainsi fait le tour du globe : de Winnipeg à Vancouver, de Vancouver à Hong Kong, de Hong Kong à New Delhi, de Mumbai à Londres et retour au Canada. À Londres, nous avons été invités à un dîner par le haut-commissaire du Canada, Don Jamieson, ancien ministre libéral originaire de Terre-Neuve. À la fin du dîner officiel, M. Jamieson a demandé aux deux Terre-Neuviens de la délégation, le député John Crosbie et le sénateur Bill Doody, de monter dans une autre pièce pour prendre un dernier verre. M. Doody a suggéré que je me joigne à eux, ce que j'ai fait.

Bill Doody avait été député à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador de 1971 à 1979. Il avait perdu la course à la chefferie contre Brian Peckford et avait été nommé au Sénat la même année par le premier ministre Joe Clark. Je venais de passer les deux semaines en Inde à me faire conduire dans la même voiture que M. Doody et son épouse Doreen. Ce fut une expérience mémorable, tout comme le fait d'écouter les trois politiciens terre-neuviens chevronnés raconter des histoires

politiques des années passées. Les histoires de l'époque de Joey Smallwood étaient particulièrement intéressantes. C'était formateur. J'ai à peine dit un mot.

J'ouvre une parenthèse : en 1979, j'ai participé à ma première tribune téléphonique radiophonique lors d'un séjour à Terre-Neuve. L'animateur radio était Basil Jamieson, frère de Don Jamieson. J'étais à Corner Brook, à Terre-Neuve, pour prendre la parole lors d'un événement organisé par Fonse Faour, député néo-démocrate élu lors de l'élection partielle d'octobre 1978 et réélu lors de l'élection générale de 1979. M. Fonse était avocat. Il a été défait en février 1980 par une autre personnalité de la radio terre-neuvienne, Brian Tobin, qui allait devenir premier ministre en 1996.

Le sénateur Doody et sa femme Doreen sont restés des amis pendant de nombreuses années par la suite. Je me souviens tout particulièrement de leur gentillesse envers notre plus jeune fille lors des rassemblements estivaux de l'APC dans diverses provinces.

En fait, certains des meilleurs souvenirs parlementaires sont des souvenirs des moments passés avec des personnes d'autres partis dans un contexte éloigné des rivalités quotidiennes de la Chambre ou du Sénat. Mais ce ne sont pas seulement de bons souvenirs. Ils nous rappellent l'importance d'avoir été à la rencontre de l'humanité de nos adversaires politiques, ce qui est essentiel à une démocratie saine.

Les voyages parlementaires ne sont pas seulement une « récompense » au sens péjoratif du terme. Au mieux, ils font partie du processus de création d'une meilleure culture parlementaire.

L'hon. Bill Blaikie a été député du Nouveau Parti démocratique dans la circonscription connue sous les noms de Winnipeg—Birds Hill, Winnipeg—Transcona, Transcona—Elmwood et Elmwood de 1979 à 2015.

## Se souvenir des bons moments (Avant COVID-19)



*Andrée Allen, l'hon. Jean Charest et Hélène Tremblay.*



*Chungsen Leung et Bob Dechart sur la Colline parlementaire et à une réception du temps des fêtes.*



*Marcel Tremblay, Yvon Côté, Jean-Guy Guilbault, Gabriel Fontaine et Lise Bourgault pendant une réception.*



*L'hon. Vim Kochhar et l'hon. Audrey McLaughlin pendant une visite d'étude en Turquie.*



*John et Julia Murphy à la réunion régionale à Muskoka.*



*Visite d'étude en Turquie.*

# Le programme du Parlement au campus est de retour!

## Nous sommes à la recherche de conférenciers.

L'objectif de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP est d'appuyer les institutions démocratiques, au Canada et à l'étranger, et d'inciter les jeunes Canadiens à devenir des citoyens engagés et informés.

Notre programme du Parlement au Campus, a besoin de vous.



Photo by Mark Lipman, courtesy of Library of Parliament/Bibliothèque du Parlement

Le programme a pour but d'amener d'ex parlementaires sur les campus d'universités pour qu'ils s'adressent aux étudiants, soit en personne soit à l'aide de la technologie virtuelle. Lors d'une séance Parlement au campus, l'ex-parlementaire parle de sa vision et de son expérience en tant que représentant élu. Si vous souhaitez participer, écrivez-nous à [exparl@parl.gc.ca](mailto:exparl@parl.gc.ca).

Les connaissances et l'expérience combinées des ex-parlementaires sont considérables et précieuses. En participant au programme, vous mettez votre savoir-faire à profit et contribuez à améliorer les rouages de la démocratie.